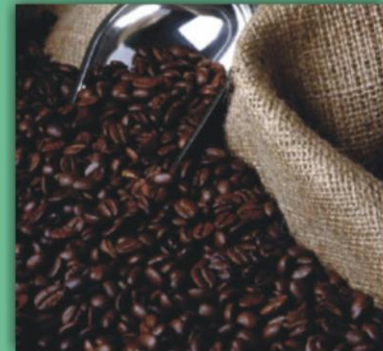


Acte du Colloque



COLLOQUE NATIONAL
Sur la problématique des micro,
petites et moyennes entreprises du
secteur Agro-industriel en Haïti

11 - 12 mai 2007
Karibe Convention Center



MARNDRIMCI



PRIMA



CDE

Veterimed

Bureau de l'Ordonnateur National

9ème Fonds Européen de Développement
Projet No. 9 ACP HA 012



Programme de Renforcement Intégré du Milieu des Affaires en Haïti (P.R.I.M.A.)

Ministère du Commerce et de l'Industrie

Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR)

**Colloque National sur la problématique de MPME
du secteur agro-industriel**

11 - 12 mai 2007

Karibe Convention Center - Pétion- Ville / Haïti

ACTE DU COLLOQUE

Colloque National sur la problématique de MPME du secteur agro-industriel

1	INTRODUCTION	5
2	PROPOS D'OUVERTURE DU COLLOQUE NATIONAL	6
2.1	Présentation du cadre général du Colloque National : Docteur Michel Chancy, Directeur de VETERIMED	6
2.2	Propos du PRIMA : M. Gabriele Lo Monaco – Chef de section du Développement Rural, Sécurité Alimentaire et Environnement – Délégation de la Commission Européenne en Haïti.	8
2.3	Discours de la Ministre du Commerce et de l'Industrie : S.E.Mme. Maggy Durcé.	9
2.4	Discours du Ministre de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural : S.E. l'Agronome François Severin.	10
3	THÈMES DÉVELOPPÉS AU COLLOQUE	11
3.1	FILIÈRE CAFÉ	12
3.2	FILIÈRE LAIT	15
3.3	FILIÈRE CANNE À SUCRE	18
3.4	FILIÈRE FRUIT	22
3.5	FILIÈRE CÉRÉRALE	25
3.5.1	FILIÈRE RIZ	25
3.5.2	FILIÈRE MAÏS	28
3.6	FILIÈRE PÊCHE	31
3.7	FILIÈRE VIVRES ET TUBERCULES	33
3.8	FILIÈRE AVICULTURE	36
4	LE TRAVAIL EN ATELIERS AU COLLOQUE NATIONAL.	38
4.1	Méthodologie de travail et mission des ateliers.	38
4.2	Résultat du travail des ateliers du Colloque National	39
4.2.1	FILIÈRE CAFÉ	39
4.2.2	FILIÈRE LAIT	41
4.2.3	FILIÈRE CANNE À SUCRE	45
4.2.4	FILIÈRE FRUIT	47
4.2.5	FILIÈRE CÉRÉRALE	49

4.2.6	FILIÈRE PÊCHE	51
4.2.7	FILIÈRE VIVRES ET TUBERCULES	53
4.2.8	FILIÈRE AVICULTURE	55
4.2.9	ATELIER INTERFILIÈRE	57
5	CLOTURE DU COLLOQUE NATIONAL	58
5.1	Propos du Directeur de VETERIMED, Docteur Michel Chancy	58
5.2	Discours du représentant du Premier Ministre Jacques-Edouard Alexis	59
6	ANNEXES	62

Colloque National sur la Problématique des Micros, Petites et Moyennes Entreprises de transformation dans les Filières Café, Lait, Canne, Céréales, Fruits, Pêche, Vivres et Tubercules et Aviculture.

1 Introduction

Le Colloque National sur la problématique des Micro – Petites et Moyennes Entreprises (MPME) du secteur agro-industriel, intégré dans le cadre d'un processus de consultation régionale, avait démarré au mois de décembre 2006. Il comprenait cinq (5) événements incluant respectivement : l'organisation de quatre colloques régionaux entre producteurs, transformateurs organisés, élus locaux, et ONG, groupes ciblés dans leur composante féminine et masculine, sur la problématique des entreprises de transformation des produits agricoles dans huit (8) filières; et la tenue d'un Colloque National pour la production d'une synthèse nationale sur la problématique des MPME des filières choisies pour ce processus.

Le projet de Colloques sur la problématique des MPME, est une initiative conçue et mise en œuvre par VETERIMED avec l'appui financier du projet PRIMA et le patronage du Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) et du Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI). Cette initiative avait pour objectif principal de contribuer à l'augmentation de la valeur ajoutée et la création d'emplois dans les filières agro-industrielles sélectionnées à travers la formalisation et la structuration de ces filières. Plus spécifiquement, elle devait contribuer à la structuration et à l'organisation des acteurs et des activités pour chaque filière, et susciter une réflexion collective à l'échelle nationale sur différentes filières porteuses du secteur agricole. Pour ce faire, un diagnostic opérationnel de différentes filières du Secteur Agricole notamment au niveau des activités postproduction a été réalisé pour servir de base à la discussion dans les colloques régionaux.

Les 11 et 12 mai 2007, moment du Colloque National, furent consacrés principalement aux présentations de la situation générales dans les filières choisies et à la mise en commun au niveau national, par les délégués (hommes et femmes) des colloques régionaux, de l'analyse des problèmes traversant les filières et des stratégies envisagées pour relever les problèmes prioritaires à chacune des filières. Durant le Colloque national, les participantes et les participants ont aussi proposé le mode d'organisation entre les entreprises dans chaque filière et entre les filières pour affronter les graves problèmes des entreprises et les problèmes communs aux filières.

Le présent acte vise à partager avec le public ciblé et les partenaires du Colloque les informations issues de la réflexion collective entre acteurs et décideurs (hommes et femmes) sur les opportunités qu'offre l'agro transformation en Haïti et sur les perspectives de développement et de structuration en réseau des opérateurs ou entreprises MPME des filières porteuses du secteur agricole.

Frantzie Dubois, Ing-Agr.
Consultante principale
Responsable de la rédaction du rapport final
Mai 2007

2 Propos d'ouverture du Colloque National

2.1 Présentation du cadre général du Colloque National : Docteur Michel Chancy, Directeur de VETERIMED

Le Colloque National sur la problématique des Micros, Petites et Moyennes Entreprises du secteur agroindustriel est un projet de VETERIMED réalisé avec l'appui financier du Programme de Relance Intégré du Milieu des Affaires (PRIMA) et du Centre de Développement des Entreprises (CDE). Le Projet de Colloque National sur les MPME est patronné par le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) et le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI).

Comme vous le savez déjà, le pays ne peut se développer sans le développement de l'Agriculture. L'Agriculture elle ne peut pas se développer sans la transformation des produits agricoles et le développement de la transformation des produits agricoles passe obligatoirement par le développement des entreprises.

La transformation des produits agricoles donne une valeur ajoutée à la filière dans le sens qu'elle apporte plus d'argent, plus d'emplois donc plus de développement mais tout ceci ne se fait pas sans risques.

Quel avenir pour les entreprises de transformation agricole ?

De nombreuses interrogations se posent en réponse à cette question, les principales sont les suivantes :

Quelles sont les filières agricoles porteuses ?

Comment organiser, structurer et formaliser les filières agricoles ?

Quelles sont les difficultés ?

Quelles sont les opportunités pour un développement semi industriel de l'agro transformation?

Quels seraient les avantages pour le petit paysan producteur (hommes et femmes) ?

Sans des réponses claires et précises à ces interrogations, le développement du secteur serait nul et non avenu expliquant ainsi le bien fondé du Colloque National.

Le projet de Colloque National sur les MPME du secteur de l'agro transformation est piloté par un comité composé des institutions suivantes :

VETERIMED, UE/PRIMA, Ministère de l'Agriculture, Ministère du Commerce, ANDAH, SOHFIDES, ANATRAF, RECOCARNO, BID, INESA, Group Croissance, ORE.

Étant donné la multitude de filières agricoles existantes, le comité du projet en a retenu huit (8), jugées particulièrement dynamiques, selon le critère de la priorité accordée par l'État haïtien à ces filières. Ce sont le lait, les fruits, les céréales, le café, les vivres et tubercules, la pêche, la canne à sucre et l'aviculture.

Le projet de Colloque National sur les MPME de transformation de produits agricoles comportait 3 grandes étapes. La première devrait voir la réalisation d'un diagnostic et inventaire des expériences dans le domaine de l'agro transformation de janvier à février 2007; la seconde est l'organisation de 4 colloques régionaux et du Colloque National de mars à mai 2007; et ensuite, la dernière étape sera le montage d'un programme d'assistance technique pour le développement des MPME.

Du 23 au 24 mars s'est tenu le colloque Nord et Nord-Est à Limonade sur les filières lait, fruit, café, vivres et tubercules, celui de l'Artibonite et du Nord-Ouest tenu à l'auditorium de l'ODVA les 30 et 31 mars 2007 sur le riz, le lait, les vivres et tubercules ; du 27 au 28 avril 2007 à Mirebalais le colloque des départements de l'Ouest et du Centre sur les filières canne à sucre et lait ; et celui du Grand Sud à Laborde du 4 au 5 mars 2007 sur le lait, la pêche, le café, les fruits et le maïs.

La deuxième phase s'achève ici à Pétion-Ville au Karibe Convention Center ces 11 et 12 mai 2007. Nous devons, à l'occasion parvenir à la synthèse des points suivants débattus aux colloques régionaux:

- L'analyse de la problématique des filières ;
- L'objectif pour chaque filière ;
- Les activités et les stratégies à mettre en œuvre ;
- Le type d'assistance nécessaire.

Merci et bon travail

2.2 Propos du PRIMA : M. Gabriele Lo Monaco – Chef de section du Développement Rural, Sécurité Alimentaire et Environnement – Délégation de la Commission Européenne en Haïti.

L'un des mérites de cette initiative est la capacité de souligner, vis à vis le contexte de faiblesse et de crise structurelle de l'agriculture haïtienne, le potentiel de l'agro-transformation dans la dynamisation de l'économie agricole du pays.

Encore plus important, est le fait de centrer l'analyse autour des filières.

Cela veut dire aborder de manière rationnelle, sur la base des éléments empiriques, les questions centrales relatives à la viabilité commerciale et technique des filières, pour pouvoir répondre à des interrogations simples mais fondamentales:

- quel produit pour quel marché,
- quelle technologie, pour quelle production,
- quelle structure d'organisation pour l'entreprise et entre les entreprises,
- quelle relation avec les acteurs en amont et en aval de l'unité d'agro-transformation,
- quelle rentabilité pour quelle source de financement.

La définition des stratégies pour les filières est un processus itératif et incrémental. La coordination profonde et attentive entre les différents ministères, entre les acteurs concernés, entre les bailleurs reste la seule façon de capitaliser sur l'expertise pour actualiser les éléments de connaissance déjà acquis, et pour définir les compléments d'information nécessaires pour améliorer la qualité des plans d'action industriels.

Cette approche stratégique sur le potentiel de l'agro-industrie et pour le développement agricole ouvre des questions fondamentales et pour les opérateurs du secteur privé, appelés à répondre dans une logique commerciale, d'investissement, aux opportunités indiquées, et pour les institutions concernées de la gouvernance du secteur agro-industriel.

Les responsabilités institutionnelles se mesurent, entre autres, en termes de:

- Politique de crédit pour l'agro-industrie,
- Politique commerciale – tant dans la dimension nationale que dans la perspective de construction du marché régional,
- Politique d'incitation aux investissements,
- Politique d'accompagnement et d'appui aux structures organisées des acteurs des filières, des organisations paysannes et des organisations professionnelles,
- Politique pour l'énergie et pour les infrastructures de communication - le domaine retenu de manière prioritaire par la coopération européenne dans les prochaines années.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'appui et l'engagement offert par la CE, par le biais du programme PRIMA, au secteur de la transformation des produits agricoles.

2.3 Discours de la Ministre du Commerce et de l'Industrie : S.E.Mme. Maggy Durcé.

Monsieur le Ministre de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural,
Honorables Membres du Parlement,
Mesdames, Messieurs les Représentants du Corps Diplomatique,
Monsieur le Directeur du PRIMA,
Mesdames, Messieurs les Représentants du Secteur des Affaires,
Monsieur le Directeur de VETERIMED,
Messieurs les membres de la Régie du PRIMA,
Mesdames, Messieurs, les Représentants des Associations Paysannes, et de Producteurs des différentes régions traversées par les filières en examen aujourd'hui,
Distingués Intervenants sur la situation générale des différentes filières,
Participants, Invités, Représentants des médias,
Mesdames, Messieurs,

Je me dois de commencer par vous remercier tous pour avoir rehaussé, par votre présence, ici aujourd'hui, l'éclat de la cérémonie d'ouverture de ce Colloque National autour de la problématique de ces huit (8) filières à fort potentiel de croissance. Mais, je ne peux poursuivre sans adresser mes plus vives félicitations à mon Collègue l'AGR, François SEVERIN qui va me succéder, du haut de cette tribune, pour les efforts incessants déployés en vue de promouvoir l'agro-industrie haïtienne. La tenue même de ce Colloque précédé de 4 autres, réalisés dans des régions dotées de facteurs de production, prouve que les efforts pour structurer les filières n'ont pas été vains. Mais cette réussite dans la percée et dans la structuration des filières Café, Lait, Vivres, Tubercules, Céréales, Fruit, Pêche, Canne, Aviculture, pour se poursuivre, doit relever les défis de son temps.

L'environnement du commerce régional et mondial est actuellement traversé par des normes de qualité qui conditionnent la compétitivité en faisant soit la force ou la faiblesse économique d'un État. Autant que je vais m'évertuer à vous accompagner, au niveau du Ministère du Commerce et de l'Industrie, au niveau du Projet de Renforcement Intégré du Milieu des Affaires, avec l'opérationnalisation prochaine du Bureau de Normalisation et de Métrologie et l'appui permanent aux Associations de consommateurs, autant que je me dois de vous exhorter à faire de la qualité des produits une quête permanente dans l'entretien des filières. **L'offre exportable haïtienne doit pouvoir être compétitive dans la région et dans le monde.**

À ce propos, il me plait d'exprimer ma grande satisfaction et de féliciter vivement VETERIMED pour les efforts déployés et les synergies créées en ce sens et dont les résultats peuvent être constatés aujourd'hui. VETERIMED avait gagné en 2005 le premier prix des projets d'innovation sociale au niveau de l'Amérique latine et de la Caraïbe, pour son projet Lèt Agogo. Ce prix lui a été décerné par la Commission Économique de l'ONU pour l'Amérique Latine et la Caraïbe (CEPAL) et la Fondation Kellogg.

Je ne saurais ne pas étendre ces félicitations au Docteur Michel Chancy, Directeur de VETERIMED, qui a été désigné « Leader humanitaire de l'année » pour l'Amérique Latine et la Caraïbe, à l'occasion de la 12^{ème} édition du « Latin Trade Bravo Business Awards », organisée chaque année par la revue américaine « Latin Trade ».

Ces percées honorifiques sont la preuve incontestable qu'un label haïtien de qualité compétitive est plus que possible. Il existe, il faut maintenant l'entretenir et l'améliorer sans cesse. Puisse ce colloque servir aussi à accomplir ce dessein, à améliorer la production nationale haïtienne, et surtout à améliorer la vie de toutes les actrices et de tous les acteurs travaillant dans la chaîne de production de ces filières, dans un contexte de commerce propre et équitable.

Je vous remercie.

2.4 Discours du Ministre de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural : S.E. l'Agronome François Severin.

C'est avec un immense plaisir que je réponds aujourd'hui à l'invitation du Directeur de VETERIMED, le Docteur Michel Chancy, de présider, conjointement avec la Ministre du Commerce et de l'Industrie, la cérémonie inaugurale du « Colloque National sur la Problématique des Micros Petites et Moyennes Entreprises (MPME) du secteur agro-industriel », organisé par VETERIMED et le « Programme de Renforcement Intégré du Milieu des Affaires » (PRIMA) mis en place par l'Union Européenne.

Ce Colloque National qui se veut un aboutissement d'un processus de dialogue, de concertation et d'échanges au niveau des dix départements géographiques du pays entre des entreprises, des associations de producteurs et de productrices, des organisations non gouvernementales actives dans les filières de la production laitière, du café, des vivres et tubercules, des fruits, de la pêche, de la production de céréales, de la canne à sucre, et de l'aviciculture, doit déboucher sur une mise en commun des réflexions et des idées et surtout sur une vision commune des stratégies à développer pour un renforcement effectif et surtout durable des micros, petites et moyennes entreprises dans le secteur agroindustriel.

Mesdames, Messieurs,

Le fait par les organisateurs du Colloque de le faire co-présider par les Ministres de l'Agriculture et du Commerce montre très clairement leur conviction que les secteurs de la production, de la transformation et de la commercialisation sont intimement liés et doivent être dynamisés dans un même élan et dans une vision de développement des filières.

En effet, VETERIMED en a déjà fait la preuve en mettant en exécution le projet « Lèt Agogo » qui dans un temps record a conquis une part du marché national et a valu au Docteur Chancy d'être décoré et honoré au niveau international pour son esprit d'initiative et pour le succès du projet qui a contribué non seulement à la valorisation de la production laitière des groupes cibles, mais surtout à l'augmentation de leurs revenus, contribuant ainsi à travers cette activité à une participation même symbolique de réduction de la pauvreté.

En s'intéressant actuellement à une gamme beaucoup plus large de produits agricoles et en voulant intégrer un groupe beaucoup plus large de producteurs à cette dynamique, VETERIMED veut, en profitant de l'appui du Programme de Relance Intégré du Milieu des Affaires (PRIMA) faire bénéficier à d'autres MPME de l'effet d'entraînement créé par « Lèt Agogo ».

Je souhaite vivement que toutes les petites entreprises ici présentes sachent tirer de ce Colloque les éléments de leur dynamisation et de leur rentabilisation, car Haïti est un pays où il n'est pas bon de réussir seul.

Mesdames, Messieurs,

Le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural reste attentif à ce mouvement et demeure disposé à apporter son appui toutes les fois qu'il s'agit de donner une nouvelle impulsion aux producteurs agricoles de tous ordres. Soyez assurés que les responsables du Ministère, tant au niveau local que territorial resteront toujours disponibles pour vous accompagner dans la mesure de leurs moyens dans vos efforts de modernisation de vos filières de production. D'ailleurs le marché existe, à vous de faire l'effort de créativité et d'imagination pour le conquérir et faire ainsi fructifier la production nationale.

Je veux en terminant, remercier VETERIMED et PRIMA pour leurs apports au secteur agricole et pour leur volonté d'associer le MARNDR à leurs initiatives et de faire les choses autrement.

Je vous souhaite à vous tous, deux journées d'échanges profitables et surtout un suivi rapproché et une mise en exécution rapide des idées fortes qui seront émises et des décisions qui seront prises en commun au cours de ce Colloque.

Je vous remercie.

3 THÈMES DÉVELOPPÉS AU COLLOQUE

Les textes des thèmes développés au colloque étaient tous présentés par des transformateurs de produits agricoles, des hommes ou des femmes, membres des délégations des colloques régionaux.

Des projections, sur grand écran, de diapositives sur PowerPoint agrémentés de photos dans les différentes étapes des filières accompagnaient leur présentation. Les textes confectionnés pour 6 des 8 filières dans le cadre du Colloque National, ont été préparé par l'équipe d'exécution du projet et sont issus de deux sources principales : une série d'études réalisées en 2005, par le projet, HA-T 1008/ATN-FC-9052, du Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) intitulées, Identification de créneaux potentiels dans les Filières Rurales Haïtiennes; et une étude diagnostic au niveau national, sur les ateliers de transformation dans les filières retenues par le projet, réalisées en janvier 2007 dans le cadre de la préparation du Colloque National sur les MPME.

Le texte sur la situation générale de la pêche est conçu par l'Agronome Gary Bourdeau, cadre du PDR Grande Anse ; celui sur l'aviculture a été préparé et présenté par l'entrepreneur Agr. Henry Chatelain de l'entreprise Ferme des Délices, membre de l'AHPEL.

3.1 FILIÈRE CAFÉ : SITUATION GÉNÉRALE DE LA FILIÈRE

Traduction du texte présenté en créole (version créole en annexe) par Mme. Ogisna Journal, membre de la coopérative caféière KOFEBON de Beaumont et membre du Conseil d'administration de la FACN.

La Production nationale de café

La culture du café pour l'ensemble du pays est l'affaire de petits agriculteurs. Dans les années 50, le café occupait 150,000 hectares de terres cultivables, en 2004 la superficie plantée en café est estimée à 3,5% du territoire national soit environ 100,000 hectares. En 2005, l'étude citée en référence estime que 200 000 familles sont impliquées dans la production du café.

Il existe dans le pays des zones de haute production caféière dans les départements de la Grande-Anse avec Beaumont comme nœud central, dans le Sud-Est dont Thiotte en est le centre de production et dans le Centre avec Baptiste comme zone principale. Dans ces zones, le volume de café récolté représenterait 53% de la production nationale. Les zones caféières du Nord, du Nord-Ouest et de l'Artibonite sont considérées comme des zones de basse production.

La production de café des années 50 était de l'ordre de 600,000 sacs de café de 60 kilos (27,000 TM). Cette production a baissé à 400 000 sacs de 60 kilos (11,000 TM) en 2000 pour un rendement moyen de 4 à 8 sacs par hectares. Cette baisse d'environ de 33 % de la production serait due principalement à des maladies et à des pestes attaquant les plantations comme la rouille, le pourridié et plus récemment le scolyte. D'autres causes importantes de la diminution de la production de café sont les vents des cyclones qui dévastent les plantations. Il faut aussi souligner que les fluctuations du prix du café ont conduit les producteurs à l'abandon de cette culture au profit de cultures vivrières et de légumes.

Consommation et exportation du café

La production nationale de café est dans une large part consommé au niveau local. Cette consommation est estimée à environ 240.000 sacs de 60 kilos de café. En 2004, les exportations totales étaient de l'ordre de 160.000 sacs pour un montant de 15 millions \$US alors qu'elles étaient de 600.000 sacs en 1950. La baisse de 60 % des exportations de café serait intimement liée à la faillite de certaines entreprises de commercialisation comme le PRIMEX en 2002 et la fin de l'oligopole des 3 grands exportateurs de café.

En 2005, les exportations de café naturel, pilé ou tchoka¹ vers les États-Unis et l'Europe étaient de l'ordre de 35,000 sacs de 60 kg. Cette exportation est effectuée par les réseaux de coopératives et de 3 exportateurs traditionnels. Le Japon reçoit 2,100 sacs de café lavé en provenance d'Haïti alors que la République Dominicaine collecte annuellement environ 120,000 sacs de café sur le marché haïtien à travers d'une vingtaine d'intermédiaires. Le marché local lui, ne consomme que le rejet de triage du café exporté.

À date, il existe 4 grands réseaux de coopératives, regroupant 47,000 producteurs et productrices de café, impliqués dans la préparation et l'exportation du café. Ces réseaux sont le RECOCARNO dans le Nord, la CAP dans le Plateau Central, la FACN couvrant l'Artibonite, la Grand-Anse et le Sud-Est et la COOPCAB localisée au Sud-Est dans l'arrondissement de Belle-Anse. Trois d'entre-elles exportent environ 5,300 sacs de café vers le Japon, l'Europe et les Etats-Unis.

¹ Le tchoka est le café dépulvé à la récolte et non fermenté.

Transformation du café

Il existe les modes de transformation suivants : le café lavé, le café décortiqué, la liqueur de café alcoolisée et le café torréfié en vue de la préparation du café de boisson.

Le nombre de torréfacteurs industriels est de 6 que sont les maisons REBO, Marabout, Tchoka, Piddy, Claudia et Wiener. Ensemble, ils transforment un volume de 20,000 sacs de 60 kg. Plus de 10,000 torréfacteurs artisanaux sont recensés en 2004 au niveau du pays, ils préparent, en grande partie, le café en poudre populaire débité en détail et consommé par les petites bourses.

Situation des ateliers de transformation du café

La plupart des ateliers de la filière café est de type moyen avec une très grande dispersion des ateliers au niveau national et une concentration dans le Nord, le Sud-Est, le Sud et la Grande Anse. Le statut de privé (collectif) est le mode privilégié de propriété des ateliers, le collectif se reporte en majorité à des organisations de transformateurs hommes et femmes.

L'électricité fait défaut dans la majorité des ateliers et les bâtiments, en général de grande dimension, sont dans quelques cas insuffisants et en dégradation. L'effectif du personnel des ateliers est très variable et dépend du calibre de l'atelier, du type de production et de l'organisation de la production. Leur niveau de formation est très varié allant de cadres spécialisés, des cadres intermédiaires aux ouvriers simples

Les contraintes des ateliers

Dans les ateliers des réseaux de coopératives, le personnel est insuffisant et l'absence de cadres est patente. Ces réseaux confrontent de sérieux problèmes de fonds de roulement pour collecter à temps le café des coopératives membres. Celles-ci accusent des faiblesses graves dans leur renforcement organisationnel. Le café capté des membres, par les réseaux, est mal préparé portant le taux de triage dans les centres de traitement jusqu'à 35%.

Le manque de transparence qui caractérise la gestion des transactions de la plupart des réseaux et la vision entrepreneuriale non développée des membres et des dirigeants menacent le développement de ces entreprises.

Le transport de la matière première se fait à dos d'âne vers les centres de dépulpage et parfois vers les centres de traitement en plus de l'impraticabilité des routes surtout en saisons pluvieuses.

Les coûts fixes de fonctionnement des ateliers dépassent 30 % du total des dépenses. 6 des 11 entreprises enquêtées sont incapables de répondre à une augmentation de la demande; elles parviennent difficilement à honorer les demandes contractuelles. Prêts et fonds propres sont les modes de financement des ateliers.

Soulignons que la majorité des entreprises de la filière ne disposent d'aucun moyen pour contrôler la qualité de leur production. Équipements et appareils des ateliers de torréfaction sont démodés et insuffisants.

Atouts des ateliers de transformation de la filière café

Il existe dans la filière café un fort potentiel de regroupement, selon les enquêtes, 10 entreprises sur 13 appartiennent à des organisations de producteurs et/ou de transformateurs, hommes et femmes. Un des atouts majeurs est l'existence de ressources humaines qualifiées et d'équipements modernes dans la filière pouvant accompagner un processus de redynamisation de la filière. Depuis les 10 dernières années, les coopératives et d'autres acteurs de la filière ont travaillé activement à l'amélioration de la qualité du café déversé sur le marché international.

Le café haïtien occupe une place importante en terme de variétés plantées et de l'environnement agro-climatique de production ; en ce sens, sa compétitivité sur le marché national et international est un potentiel sous-exploité dans le cadre de la multiplication de marchés niches internationaux et du marché dominicain.

La réhabilitation des caféterais et le développement de la culture du café, en association avec d'autres cultures dans les terres de montagnes, peuvent contribuer à reconstituer la fertilité des terres à restaurer l'environnement national aux profits des producteurs et de l'économie du pays.

Pour terminer, l'Institut National du Café (INCAH) reste et demeure une référence institutionnelle pour toute mobilisation des acteurs sur le développement du café haïtien.

3.2 FILIÈRE LAIT : SITUATION GÉNÉRALE DE LA FILIÈRE

Traduction du texte présenté en créole (version créole en annexe) par M. Fritz Joseph, Coordonnateur de l'Association des Producteurs de Lait de Limonade (APWOLLIM).

Bonjour,

Mon nom est Fritz Joseph. Je suis coordonnateur de l'APWOLLIM, Association des producteurs de lait de Limonade. L'APWOLLIM possède 40% des actions de la laiterie de Limonade S.A. affiliée au Réseau National Lèt Agogo. Je vais vous faire une présentation sur la situation de la filière lait en Haïti en général et du programme Lèt Agogo qui est un programme d'appui aux petits producteurs de lait.

L'agriculture est encore en Haïti, le secteur qui produit le plus de richesse nationale, avec les transferts d'argent des haïtiens de la diaspora. En Haïti c'est l'agriculture familiale qui assure 80% de la production nationale. Nous parlons d'unité familiale, de moins d'un hectare

En ce qui concerne la production animale, c'est pratiquement 100% des produits de l'élevage qui proviennent des unités familiales, où l'on peut trouver en moyenne une ou deux vaches, trois ou quatre chèvres, un porc et cinq à 10 volailles

Malgré ce fait, la production nationale agricole ne couvre que 40% des besoins. Et on consomme beaucoup plus ce qui vient de l'extérieur.

En ce qui concerne la filière de lait.

Pratiquement tous les haïtiens considèrent le lait comme un produit de base essentiel à l'alimentation de tous, des enfants, des vieillards, des femmes enceintes, des sportifs. Tous consomment du lait. Le lait le plus consommé est le lait concentré ou évaporé et le lait en poudre. Ce sont des produits importés.

Des études sur la filière ont révélé que chaque année notre pays subit une saignée d'au moins 40 millions de dollars américains dans l'importation de lait et des produits laitiers. Ce qui correspond à 10% du budget total de la République. Ceci dit, le marché du lait est très important et représente le 2^e poste d'importation alimentaire du pays.

Le lait local qui est commercialisé sous forme de lait cru est par contre moins cher que le lait importé. Un litre de lait local coûte entre 10 à 15 gourdes. Tandis que pour le lait évaporé, on a besoin de deux canettes pour 37 gourdes pour un litre de lait. Malgré tout, le consommateur consomme plus de lait importé pour plusieurs raisons :

Le lait importé est beaucoup plus disponible sur le marché. Il se conserve plus facilement. Le lait cru local n'est présent que dans rares zones de la capitale. Le lait local doit être bouilli et doit être conservé en réfrigération

Mais le plus important le lait local est systématiquement mélangé avec de l'eau et n'offre aucune garantie sanitaire. C'est donc pour toutes ces raisons que le marché est satisfait par le grand volume d'importation.

Mais le plus triste dans cette situation est que le pays possède théoriquement aujourd'hui le nombre de vaches nécessaires capables de satisfaire toute la demande actuelle de lait. Selon les spécialistes, le cheptel bovin en Haïti est estimé entre un million à 1,5 million de têtes, dont 450.000 à 700 000 vaches capables de fournir une quantité de lait égale ou supérieure aux importations actuelles, soit 90.000 tonnes métriques par année. La majorité des paysans qui possèdent des vaches ne produisent plus de lait à cause des obstacles pour vendre ce produit.

Le lait est un produit fragile. Souvent, l'éleveur abandonne la production quand le marché et les moyens de conservation font défaut. Conséquemment, les haïtiens se livrent à la consommation du lait importé.

Toutes les unités industrielles de transformation de lait ont ainsi fermé leur porte au cours des deux dernières décennies. Ceci pour différentes raisons. Citons entre autres, l'absence d'énergie électrique, la dégradation des infrastructures routières et l'insécurité.

Le modèle Lèt Agogo

C'est dans ce contexte qu'est né le programme Lèt Agogo qui a comme objectif l'amélioration des conditions de vie des petits paysans producteurs à travers des actions de structuration sociales du secteur laitier et l'augmentation des revenus des petits producteurs. Ce programme est l'initiative de VETERIMED ONG d'appui au développement. Cette institution a été créée par des professionnels haïtiens et a développé différents types de programme d'amélioration des systèmes de production familiale.

Le programme Lèt Agogo a pris naissance dans le Nord du pays, particulièrement à Limonade. Cette zone offre en effet un potentiel de développement de la production laitière. Mais les conditions de commercialisation et d'accès au marché constituent des obstacles majeurs.

Le point de départ du projet a été la création d'un atelier de transformation qui allait améliorer les prix payés aux producteurs grâce à la valeur ajoutée obtenue par la production de yaourt. La première unité établie dans la commune de Limonade en 2002, arrive à transformer jusqu'à 600 litres de lait par jour.

Assurer la qualité de lait était essentiel pour arriver à acquérir la confiance du consommateur déjà converti aux produits importés. Un autre défi majeur a été le développement pour la mise au point d'une technologie appropriée aux difficiles conditions du pays, où il n'existe pas d'énergie électrique.

Une fois créées les conditions pour garantir les débouchés du produit (dans ce cas le lait), toutes les portes s'ouvrent pour introduire d'autres améliorations dans les techniques de production, commençant par l'amélioration de l'alimentation du bétail, le forage de puits pour

l'alimentation en eau, jusqu'à la constitution d'organisations de producteurs fortes qui puissent assurer la continuité.

Le projet a eu un succès particulier en ce qui a trait à la mobilisation des femmes mais aussi dans d'autres aspects tels que la légalisation des terres occupées au profit des producteurs.

Ce problème n'est pas encore tout à fait résolu. APWOLLIM, une association de paysans éleveurs à Limonade, garde la mobilisation pour trouver des solutions.

C'est ainsi qu'après la création du premier atelier de Limonade dans le nord du pays, le projet a eu un effet multiplicateur. En trois ans, une douzaine d'organisations paysannes ou de jeunes, d'autres régions du pays se sont mobilisées pour créer leur propre entreprise de transformation. Ce sont des groupes qui ont pris de grands risques financiers et n'ont reçu de Veterimed qu'un appui technique.

Aujourd'hui, on peut parler d'un réseau national des laiteries Lèt Agogo, qui sont pratiquement les seules entreprises du pays qui utilisent le lait local. Les membres du réseau doivent respecter des obligations précises.

Le premier engagement fait référence à la participation des paysans producteurs de lait comme associés dans l'entreprise. Les autres engagements se réfèrent à des règles de gestions et à des normes de fabrication. Etre membre du réseau procure de nombreux avantages axés sur la commercialisation.

La production de yaourt présente également plusieurs problèmes. Le yaourt est un produit périssable qui doit être conservé en réfrigération. L'utilisation de bloc de glace n'est pas toujours rentable, surtout pendant la période de haute production de lait qui malheureusement correspond à la période d'abondance de mangues et aux vacances scolaires. La solution développée, en ce sens par le Réseau « Lèt Agogo », a été la fabrication d'un produit de longue conservation, le lait stérilisé à l'autoclave qui n'a pas besoin de réfrigération et qui peut être entreposé pendant de longues périodes.

Au sein de la première laiterie de Limonade, un accord a été conclu entre les différents associés pour fonder une entreprise commerciale de type société anonyme qui aura une répartition équilibrée des actions. Aujourd'hui les différents membres du réseau national Lèt Agogo ont reçu des appuis d'agence et ONG internationales de solidarité.

En résumé, la création d'une laiterie ne se justifie que par le fait d'être un outil au service du paysan producteur de lait. Mais dans ce cas, il s'agit d'une véritable alliance sociale et économique qui rassemble les petits producteurs, les techniciens d'ONG nationales et des investisseurs d'associations communautaires. Le concept fondamental et la philosophie du réseau est la participation du petit producteur au capital de ces entreprises qui leur permettront non seulement d'avoir des revenus à partir de la vente de la matière première, mais aussi à partir de la richesse ou à la valeur ajoutée produite par le processus de transformation.

Merci beaucoup.

3.3 FILIÈRE CANNE À SUCRE : SITUATION GÉNÉRALE DE LA FILIÈRE

Traduction du texte présenté en créole par Mme. Rebecca Jean-Pierre, membre de la Coopérative de Jeunes pour la commercialisation des produits de la Canne à sucre (COJAS) de Saint-Michel de l'Attalaye.

La production de canne à sucre

La canne à sucre est cultivée dans tous les départements du pays principalement en monoculture dans la Plaine du Nord, la Plaine du Cul de Sac, la Plaine de Léogâne et la Plaine des Cayes et le Plateau Central. La canne est aussi cultivée en association avec d'autres cultures dans différentes zones du pays et dans des zones de montagnes semi-humides.

Entre 1975 et 1995, la superficie plantée avait baissé de 85,000 hectares à 62,000 hectares de canne. De 1997 à 2005 le nombre d'hectares plantés en canne passe de 62,000 à 44,500 hectares. Tout comme la superficie plantée, le rendement de la canne à l'hectare a aussi diminué pour passer de 37 à 50 tonnes métriques ((TM)) par hectare.

De 1996 à 2005, la production nationale de canne à sucre a baissé de 1, 750, 000 TM à 1, 225, 000 TM par an.

La Transformation de la canne

La canne-à-sucre est transformée depuis l'époque coloniale, au lendemain de l'indépendance d'Haïti, en 1804, la grande et fructueuse industrie coloniale est devenue propriété de la nouvelle classe d'entrepreneurs. La canne est transformée en 5 produits différents consommés en Haïti et une partie de ces produits est exportée vers d'autres pays de la région. Les produits de la canne à sucre sont :

- **Le Sucre** avec une production en 2005 de l'Usine sucrière de Darbonne de 2607 TM représentant 2% du sucre consommé par le marché national.
- **Le Clairin et l'Alcool**, utilisant 68 % de la canne à sucre nationale pour produire 11, 000,000 gallons chaque année.
- **Le Rapadou** dont la production annuelle est de 14,280 TM de rapadou utilise 17 % de la canne produite.
- **Le Sirop de consommation** est produit pour un total de 600, 000 gallons par année et 3 % de la production de canne sont utilisées.
- **Le Rhum produit par les distilleries est de 1, 250, 000 gallons l'an** en utilisant 3 % de la production de canne.

La Canne à sucre est aussi consommée directement par la population, elle est dénommée **canne de bouche**. La quantité de canne de bouche consommée est évaluée à 50 000 TM par année soit environ 3 % de la production. Cette consommation est estimée pour un montant de 12, 500, 000 gourdes l'an. Les variétés de canne consommées sont pour la plupart différentes de celles transformées dans les ateliers de transformation.

À la libéralisation du marché, de 1986 à 1996, toutes les usines sucrières du pays ont fermé leurs portes. Ainsi, l'Usine Sucrière de Darbonne a cessé de fonctionner en 1986; l'usine sucrière du Nord est fermée en 1991, la HASCO a fermé en 1992 et la Centrale Dessalines des Cayes en 1996.

L'Usine Sucrière de Darbonne a ouvert à nouveau ses portes en 2000 pour produire actuellement environ 2 % du sucre consommé localement.

Les exportations des produits de la canne à sucre

Haïti **exporte** une petite quantité de sa production de canne transformée, environ 200 gallons de clairin type Nazon sont exportés vers les Antilles, les Etats- Unis et le Canada. Les Etats-Unis et l'île Caicos Sud reçoivent 1000 kilos de sirop de consommation par an. La distillerie **Rhum Barbancourt exporte environ** 200,000 litres de rhum par an aux Etats-Unis, au Canada, en Italie et en Equateur. Ce rhum est un concurrent important des autres rhums internationaux, Plus de 5 % du **Rapadou**: produit est expédié vers la République Dominicaine.

Haïti a exporté annuellement vers les Etats Unis, Bahamas et les Iles Turques pour plus de 5,000 \$US de **Canne de bouche**

Les ateliers de transformation de canne à sucre en 2005

Haïti compte 5,582 micros, petites et moyennes entreprises actives dans la transformation de la canne à sucre en plus de l'Usine sucrière de Darbonne, composées de :

- ✓ 438 distilleries de clairin traditionnel ;
- ✓ 74 distilleries de clairin de type Nazon (à vapeur) ;
- ✓ 610 ateliers de fabrication de sirop avec moteur ;
- ✓ 2,360 ateliers de fabrication de sirop à traction animale ;
- ✓ 120 ateliers de fabrication de rapadou avec moteur ;
- ✓ 1980 ateliers de fabrication de rapadou à traction animale dont 1360 sont à moulin en bois.

La situation des ateliers de transformation de la canne

Les distilleries de clairin

- ❖ Les distilleries de clairin sont au nombre de 512 unités (Ouest 154 unités, Grande Anse 104, Nord 89, Plateau Central 71, Artibonite 65, Sud 29) avec une capacité totale de production de 20 millions de gallons de clairin par an. Seulement 75.5 % de la capacité installée de ces unités sont utilisées à cause surtout du mauvais fonctionnement des guildives de type Nazon et de la faible capacité des alambics des guildives traditionnelles ;
- ❖ 65 % de ces ateliers sont directement gérés par leurs propriétaires dont la moyenne d'âge est de 50 ans et ces propriétaires-gestionnaires accusent une certaine faiblesse dans la capacité de gestion de ces entreprises.
- ❖ Les distilleries de clairin fournissent 123,000 emplois dont 5,000 directement dans les ateliers, 18,000 emplois en amont et 100,000 en aval de la transformation.

Les ateliers de sirop

- ❖ Il existe 3,000 ateliers de fabrication de sirop de canne pour la préparation de sirop de consommation, de clairin et de rapadou. Parmi ces ateliers, 610 disposent de moulins à moteur, 2,050 de moulins en bois et à traction animale et les autres, soit 340 unités de moulins en acier à traction animale pour l'extraction du jus de canne ;
- ❖ Les ateliers de production de sirop ont une capacité installée de production 30 millions de gallons de sirop par année. Cette capacité installée n'est exploitée qu'à 50 % à cause principalement du faible débit des moulins des ateliers à traction animale. De plus, les types de

foyers et la qualité des chaudières des unités à traction animale exigent un temps long de chauffe du jus, soit 7 heures ou plus, et les chaudières des ateliers à moteur sont de faible capacité.

- ❖ Les ateliers de production de sirop génèrent directement 25,000 emplois.

Les ateliers de rapadou

- ❖ Les ateliers spécialisés dans la production de rapadou se retrouvent principalement dans les communes du Plateau Central et à Saint Michel de l'Attalaye. Les 2,100 unités ont une capacité de production équivalente à 38,000 TM de rapadou et n'utilisent que 54 % de cette capacité toujours à cause du type de foyers et de la qualité des chaudières des unités ;
- ❖ Le rapadou est préparé dans de mauvaises conditions d'hygiène et sa présentation sur le marché n'attire qu'une catégorie de consommateurs ;
- ❖ Les 2,100 unités de préparation du rapadou emploient 28,000 personnes.

Atouts des ateliers de transformation de la canne

- ❖ **La bagasse comme source d'énergie de chauffage des ateliers.**

La bagasse de canne constitue la principale source d'énergie dans les 74 unités de types Nazon. Ces unités produisent environ 84% du clairin et de l'alcool produits au niveau national.

- ❖ **La disponibilité de la canne.**

En règle générale les entreprises de transformation construisent leur calendrier de travail suivant des périodes précises. Elles cessent leur fonctionnement ou ralentissent leur production au cours de la période pluvieuse quand le taux de sucre est plus faible. Le prix de la canne accuse de fortes variations suivant les régions. Notons que celui des produits dérivés de la canne a tendance à s'uniformiser au niveau national.

- ❖ **L'accès aux matériels et équipements.**

La plupart des équipements et matériels utilisés dans les ateliers est fabriqué ou réparé par des artisans haïtiens localisés en grande partie à Léogâne.

- ❖ **L'apport des femmes.**

Les femmes forment un véritable réseau de transfert du rapadou, du sirop de consommation des zones de production vers les zones de consommation et du débit en détail du clairin.

Contraintes des ateliers de transformation de la canne

- ❖ **Source d'énergie de chauffage.**

Les unités traditionnelles de fabrication de sirop, de clairin et de rapadou utilisent le bois pour chauffer le jus de canne. La consommation de bois de ces ateliers est estimée à 320.000 m3 de bois par an soit plus de 53.300 arbres abattus par année pour alimenter les guildives et distilleries.

- ❖ **L'offre de main-d'œuvre**

L'une des contraintes principales dans le fonctionnement des ateliers demeure l'offre de main-d'œuvre pour la coupe de la canne.

Situation du marché des produits de la canne

- Le clairin, le sirop de canne et le rapadou résistent bien aux produits concurrents importés; le sirop produit n'accuse jamais de stocks se sirop, il est réservée et souvent prépayée;
- Les prix des produits de la canne à sucre augmentent annuellement de 20 à 22 % ;
- La consommation effective et courante des produits de la canne augmente à un taux de 4 % l'an;
- Les marges commerciales sont relativement élevées ; elles varient de 20 à 35 %.

- Le marché des produits de la canne peut probablement prendre son expansion à travers la production d'un sirop de table de couleur claire propre et bien emballé à l'instar du sirop préparé par les petites sœurs de Sainte Thérèse; par la promotion du sirop de canne actuel; la production et la promotion d'un rapadou mieux conditionné, moins humide et plus hygiénique. L'expansion du marché peut aussi se faire par le développement du marché de clairin d'élite de petit format sur le modèle de Clairin « Lakay ». De plus la production du jus de canne dans un emballage approprié comme jus de boisson constitue un potentiel à explorer. Le gaz carbonique (CO2) produit lors de la fermentation de la canne peut-être collecté et comprimé de manière rentable dans les guildives importantes.

3.4 FILIÈRE FRUIT : SITUATION GÉNÉRALE DE LA FILIÈRE

Traduction du texte présenté en créole (version créole en annexe) par M. Jean-Fritz Chéry, membre de l'Atelier de Transformation de Fruits (ATATPAMN) de Jérémie et membre de la Coordination de l'Association Nationale de Transformation de Fruits (ANATRAF).

Production nationale de fruits

Les arbres fruitiers se rencontrent un peu partout en Haïti. Cependant, certains ont une concentration beaucoup plus importante au Nord qu'au Sud et vice et versa. Les exploitations intensives sont plutôt rares en Haïti. Les fruitiers sont éparpillés à travers des exploitations qui dans l'ensemble pratiquent une exploitation de subsistance.

Selon une estimation de la FAO, le volume de production annuelle, en 2005, a atteint les 796 650 tonnes métriques. Depuis, le pays est classé au 9^e rang des pays producteurs de mangues de la planète. Il devient aussi le 3^e producteur d'avocat de la région Amérique centrale - Caraïbes, après le Mexique et la République Dominicaine.

Consommation

La consommation interne est très forte dans le pays. Les Haïtiens consomment en moyenne 97 % des fruits récoltés. Le reste est exporté vers la République dominicaine, les USA et vers certaines îles des Caraïbes. Les mangues (variétés Francisque, Jean-Marie, Blanc, Cachiman ...) représentent plus de 2/3 du volume de fruits exportés.

Transformation

Il existe toute une variété de produits préparés à base de fruits : Confiture, gelée, marmelade, pâte de fruit, sirop de fruit, fruits confits, fruits séchés, vin, liqueur etc. On n'a pas un chiffre exact du nombre d'entreprises qui œuvrent dans la transformation des fruits. Cependant, on reconnaît que la majorité des entreprises possèdent un statut collectif. 11 sur 18 entreprises enquêtées appartiennent à des organisations de producteurs ou de transformateurs. Les autres entreprises ont un statut privé.

Situation des ateliers

- **Approvisionnement**

La collecte de matières premières se fait auprès de producteurs, des marchands, dans les jardins des transformateurs ou de l'association selon que l'entreprise est de

type individuel ou collectif. En général, les moyens d'approvisionnement sont très diversifiés : tête d'hommes, dos d'animaux, véhicules.

- **Main d'œuvre**

Les entreprises individuelles utilisent surtout une main d'œuvre familiale. On peut avoir jusqu'à deux ou trois journaliers qui viennent aider les grands jours de production. Pour les associations, les membres de l'association élaborent les produits et sont rémunérés pour leur travail.

- **Matériels**

La gamme technique est très large, elle va de la petite entreprise utilisant le charbon de bois comme source d'énergie sans aucun outil de contrôle de qualité à une moyenne entreprise utilisant le gaz propane et trois à quatre réchauds artisanaux en fer forgé fabriqué sur place ayant un réfractomètre, thermomètre, humidimètre comme outil de contrôle de qualité. Toutefois, 2 entreprises sur 15 affirment disposer de laboratoire pour contrôler la qualité des produits générés à base de fruits. Les autres entreprises se basent sur l'expérience ou les critiques émises par le client pour juger de la qualité du produit.

- **Financement**

Au niveau de 10 entreprises considérées dans l'enquête, les activités sont financées à la fois par des prêts et les fonds propres de l'entreprise. 6 entreprises subsistent grâce aux prêts dont elles bénéficient, alors qu'au moins 4 entreprises fonctionnent uniquement au moyen de leurs fonds propres. Le taux d'intérêt le plus élevé qu'une entreprise de la filière verse sur ses prêts est de 3 %.

Commercialisation des produits

La production découlant des fruits est orientée vers les grandes villes. Port-au-Prince reste le principal marché pour les produits dérivés de fruits. Les supermarchés et les boutiques demeurent les principaux lieux d'écoulement de ces produits locaux.

On n'a pas vraiment un circuit pour le marché international, on peut souligner toutefois que quelques produits atteignent les pays étrangers grâce à certains individus qui en font la distribution.

Les faiblesses de la filière

- La récolte se fait selon l'époque de production de chaque arbre, les transformateurs n'ont aucune maîtrise de la disponibilité de la matière première. De plus, les fruits étant des denrées hautement périssables, le délai entre la récolte et la transformation et en général très faible ce qui entraîne parfois des pertes de 20-30 % de la production nationale (rapport BIRD).
- Faible pouvoir dans la détermination des prix.
- Coûts élevés des intrants : emballages, énergie.
- Le niveau de formation des opérateurs reste assez bas et ne dépasse pas le certificat d'études primaires.
- La distribution des produits pose parfois de grands problèmes surtout au sein des ateliers qui se trouvent éloignés des points d'écoulement. Bon nombre

- d'entre eux ne sont desservis par aucun réseau de transport en public, les producteurs doivent s'arranger parfois pour expédier leurs produits avec des responsables de projets possédant un véhicule (tout terrain). Pour environ 6 entreprises, le mauvais état des infrastructures routières ou le manque d'eau (potable) demeurent une préoccupation majeure.
- A côté de nos produits locaux, il faut souligner la présence d'autres produits importés représentant entre 40 - 50% du total des produits vendus dans nos supermarchés. Certaines confitures locales sont préparées à base de fruits importés comme la fraise, la framboise. Certains supermarchés mettent les produits locaux à côté des produits importés, d'autres, par contre, placent les produits importés sur des étagères supérieures plus accessibles aux clients. Et ce, en raison de leur meilleure présentation et leur assurance qualité.

Force de la filière

La transformation reste le moyen le plus efficace pour réduire les pertes et conserver les fruits qui sont des produits hautement périssables en raison de leur forte teneur en eau. Elle permet d'avoir une diversification des produits à base de fruit et d'étaler la production de fruit sur toute l'année. De plus, la consommation des produits sucrés rentre dans les habitudes alimentaires de l'haïtien.

Stratégie

La mise en réseau des différentes entreprises de transformation de fruits à l'exemple d'ANATRAF peut déboucher sur une meilleure organisation des entreprises, faciliter une meilleure préparation et présentation des produits pouvant nous permettre de saisir les nombreuses opportunités existantes dans la filière.

3.5 FILIÈRE CÉRÉRALE : SITUATION GÉNÉRALE DE LA FILIÈRE

3.5.1 FILIÈRE RIZ : SITUATION GÉNÉRALE DE LA FILIÈRE

Traduction du texte présenté en créole par M. Édouard Aimable, membre de l'Association de Producteurs – Transformateurs de Riz de l'Artibonite (APRA).

Dans la filière riz, il existe de nombreux acteurs en amont et en aval de la production. En amont, les fournisseurs d'équipements et d'intrants, et les encadreurs sont au nombre d'une soixantaine, représentés par 5 entreprises spécialisées dans la vente d'équipements, 50 revendeurs d'engrais chimiques, et les encadreurs techniques de la production qui sont l'Organisme de développement de la Vallée de l'Artibonite (ODVA), le Programme d'Intensification Agricole (PIA), l'Organisme des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et la Coopération Taïwanaise.

Le nombre de producteurs de riz, hommes et femmes, est estimé à plus de 130,000. Dans la transformation du riz paddy, 350 propriétaires de moulins sont recensés. Au niveau du circuit de commercialisation du riz local, plus de 3,000 personnes concourent à la vente du riz produit dans les nombreuses régions du pays ; pour le riz importé, 7,000 personnes se dédient à sa commercialisation. Ce réseau de commerçants et de commerçantes approvisionne en riz les 6 Millions de consommateurs que compte le pays.

La production nationale de riz

En 1985, la production nationale de riz se situait autour de 125,000 TM. Cette production est estimée en 2004 par la CNSA², le PAM³ et la FAO à 95,000 TM de riz paddy transformé en 64,000 TM de riz décortiqué (stock de semences non inclus). Pour la même période, le Ministère de l'Agriculture évalue la production à 80.000 TM de riz blanchi.

La superficie dédiée à la production de riz dans l'Artibonite serait de l'ordre de 15,000 hectares de terres irriguées, comparée à la superficie irrigable qui est de l'ordre de 20, 000 hectares.

La baisse continue de la production du riz est causée principalement par des problèmes graves d'infestations comme la paille noire, la gestion inefficace de l'eau d'irrigation et le mauvais drainage du système sur le périmètre de l'Artibonite. De plus, l'accès difficile des agriculteurs aux intrants plus particulièrement les fertilisants, le circuit organisé des importateurs de riz dans un contexte de libre marché, la subvention inefficace de la production, la réforme agraire discontinuée et l'urbanisation des terres agricoles sans contrôle n'ont fait que décourager les producteurs (hommes et femmes) dans leur entreprise de production du riz.

Il existe pour le riz 2 systèmes de production, le système de plaine et celui des mornes. Dans chacun des systèmes, il existe des variations notoires comme les variétés cultivées, les périodes de plantation, la demande de consommation et autres.

² CNSA ou Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire

³ PAM ou Programme Alimentaire Mondial

Les zones de production du riz de plaine sont la Vallée de l'Artibonite avec 60 % de la production selon le MARNDR, le périmètre de Maribaroux dans le Nord- Est, le périmètre de Grison-Garde dans le Nord. On rencontre aussi dans le Nord le périmètre de production de riz de St-Raphael. En plus de la Vallée de l'Artibonite, on rencontre 2 autres zones de production situées dans ce département, ce sont, le périmètre de Laverdure et celui de Bayonnais. Au sud du pays, les périmètres de Torbeck, de St Louis et de l'Azile sont aussi des zones de production de riz.

Les montagnes de Cerca La Source de Cerca Cavajal dans le Plateau Central, les montagnes du Nord-Est et celles du Nord sont les principales zones de culture de riz de montagne.

La production nationale de riz occupe 130,000 ménages ou familles incluant les 30,000 ouvriers-métayers. Parmi ces ménages 90,000 d'entre eux se trouvent dans la Vallée de l'Artibonite.

La Transformation de la production nationale de riz

Dans le processus de décorticage du riz paddy à l'usinage, le grain extrait de la paille sert à la consommation humaine, il est appelé riz blanchi, riz décortiqué. Le son produit sert directement ou mélangé à d'autres ingrédients à l'alimentation des animaux tels que porcs, bœufs, volailles. Certains moulins d'usinage de riz permettent la fabrication de farine de riz utilisée elle aussi dans l'alimentation humaine particulièrement des nourrissons. Par un processus de fermentation du riz, on obtient l'alcool de riz servant à la préparation de liqueur de riz. La paille de riz est utilisée dans l'artisanat haïtien.

La consommation nationale de riz

La consommation annuelle de riz par habitant est passée de 1986 à 2005 de moins de 12 kg à près de 50 kg par personne. Cette estimation de la consommation est couverte à 80 % par le riz importé. Le riz de la Vallée de l'Artibonite couvre environ 12% de la consommation et celui produit dans les autres périmètres rizicoles du pays et les déchets d'usinage de riz de la République Dominicaine, dénommés « cabecit », couvrent les derniers 8% de la demande.

Les Importations nationales de riz

Dans le contexte créé par la libéralisation du marché national, enclenchée en 1986, le volume des importations de riz a accru de manière exponentielle. Cette croissance a été aussi possible de l'application de politiques d'ajustement structurel et la baisse des tarifs douaniers à 3% de taxe d'importation sur le riz en 1995.

En 2000, le pays a importé 200,000 TM de riz contre 10 à 20,000 TM avant cette période de libéralisation. En 2004, le volume importé a atteint 336,000 TM et à ce rythme les importations de riz peuvent dépasser les 500,000 TM en 2010.

En plus des importations commerciales en 2004, un volume de 18,000 TM de riz a été déversé sur le marché local à titre d'aide alimentaire.

Le riz est importé de nombreux pays d'Amérique, d'Europe, d'Asie et d'Océanie avec des variations irrégulières annuelles dans leur provenance. Toutefois, Haïti importe des Etats-Unis 70 à 80 % du riz consommé localement. Ce volume d'importation de riz des Etats-Unis

représente 10% des exportations de riz des USA vers l'étranger. Le port de Port-au-Prince et le warf Mevs à Cité Soleil reçoivent 65% du riz étranger, le port du Cap-Haïtien 25%. Vingt (20) agents principaux s'occupent de ce commerce avec l'extérieur en soutenant d'importantes campagnes de promotion pour chacune des marques importées.

Situation des ateliers de transformation du riz national

Les ateliers de transformation du riz local sont équipés principalement de moulins et de moteurs. 88% des équipements de ces ateliers avaient en 1997 plus de 5 ans d'utilisation et 75 % avaient plus de 10 ans ; en 2007, ces derniers dépassent leur 20ème année d'utilisation.

Le rendement du riz blanchi à l'usinage est de 55 à 58 % du riz paddy ce qui occasionne un manque à gagner de 16.000 TM l'an. De plus, les coûts fixes de ces ateliers représentent environ 30 % à 50 % des dépenses totales.

L'enquête réalisée en 2007 montre que 8 ateliers sur 23 sont propriétés d'organisation de producteurs ; que 11 entreprises sur 23 ont un statut d'atelier privé individuel ; et le reste appartient à des sociétés.

Les fonds propres constituent les sources principales de financement de la majorité des ateliers enquêtés.

Contraintes des ateliers de transformation

Comme indiqué précédemment, les équipements des ateliers sont vétustes et les pièces de rechange sont presque impossibles à trouver et leur rareté fait d'elles des produits de luxe. Les mécaniciens s'occupant de l'entretien et de la réparation des équipements des ateliers sont rares et peu formés. En plus de ne pas disposer de tous les moyens pour le faire, les propriétaires refusent de moderniser leurs équipements inefficients. Ce refus vient du fait que les propriétaires apprécient leur équipement pour la quantité de sons produits pour l'alimentation de leur élevage et la revente du son à des tiers.

La plupart des ateliers sont dépourvus d'aire de séchage et lorsqu'elle existe, elle est de faible capacité, ce qui entrave un séchage convenable des grains conduisant à un taux de brisure élevé à l'usinage. L'électricité et l'eau font défaut dans les ateliers et l'état des routes handicape grandement le transport de la matière première vers les ateliers de transformation. La majorité des ateliers n'a aucune capacité de contrôle de la qualité du produit généré. Les propriétaires des ateliers et les madan sara mentionnent aussi les effets négatifs de la situation générale d'insécurité pour les vies et les biens sur leurs activités.

Les Produits des ateliers de transformation du riz

Le riz national est en général très apprécié par les connaisseurs habitués à la consommation du riz produit localement. Les variétés comme sheila, gougousse, TCS10 sont vendus à des prix supérieurs que le riz importé.

Le riz produit dans les ateliers du riz accuse en général un taux de brisures élevé dans le riz prêt à être consommé. Les impuretés mélangées au produit exigent un temps de nettoyage assez long avant la cuisson. Ces impuretés occasionnent aussi des accidents de la mâchoire lors de la consommation.

Dans leur augmentation de la consommation de riz, la majorité des consommateurs locaux évitent le riz local de par l'apparence du produit, couleur, impuretés et brisures, lui infligeant une médiocre présentation sur le marché.

3.5.2 FILIÈRE MAÏS : SITUATION GÉNÉRALE DE LA FILIÈRE

Traduction du texte présenté en créole (version créole en annexe) par Mme. Lucile Lespérance, membre de l'Atelier de Transformation de Fruits et de Céréales du Sud (ATRANSEL).

En amont de la filière maïs, on retrouve les fournisseurs d'intrants et les accompagnateurs comme l'Organisation pour la Réhabilitation de l'Environnement (ORE) et la « Double Harvest » spécialisées dans la production de semences, les Ateliers écoles de Camp-Perrin évoluant dans la fabrication et la réparation de matériels et d'équipements, la Coopérative des Artisans du Sud (COPARS) qui regroupe les propriétaires de moulins, d'atelier de fabrication et autres artisans de la région.

Les producteurs de maïs, hommes et femmes, au nombre de 300,000 ménages se retrouvent dans tous les départements géographiques du pays en montagne et en plaines. Le nombre de ces ménages localisé dans la plaine des Cayes est évalué à 10% soit environ 30,000 ménages.

En aval de la production de maïs, 10,000 personnes s'occupent à transformer et à commercialiser la production nationale et les importations de maïs sous différentes formes pour les 5 millions de consommateurs locaux.

La production de Maïs

- Le maïs local est produit plus spécifiquement dans les zones suivantes :
- La zone de Maïssade, de Hinche et le Bas Plateau central ;
- La zone de Jérémie et ses environs ;
- La zone de St-Marc et la partie sèche du département de l'Artibonite comme à Bayonnais, à Marchand Dessalines et dans la Plaine des Gonaïves ;
- La plaine du Cul de Sac, la plaine de Léogâne et la plaine des Cayes.

Pour assurer la production de maïs, 250.000 hectares en total sont dédiés à ce titre. De cette superficie, la plaine des Cayes y consacre 24.000 hectares de terre en culture pluviale et en culture irriguée de maïs.

Le volume de la production est estimé en 2004 aux environs de 240,000 TM, et les pertes liées au stockage post-récolte et à l'usinage seraient de l'ordre de 8000 TM.

La transformation du maïs

Au niveau national le maïs grain est transformé en semoule de maïs, le « mayi moulen », la farine de maïs pour la préparation de bouillie. Il est aussi transformé en AK100 et en AK1000 que l'on retrouve actuellement sous forme de farine sur le marché en sachet. D'autres types de recettes maisons locales sont commercialisées comme le « Chanmchanm », le « Pètpèt », le maïs bouilli, maïs au sucre ou « Bougonnen » et en milieu surtout urbain, le marché du maïs boucané se développe exponentiellement. Les artisans

utilisent rafles et épis pour fabriquer et décorer des objets d'art et en alimentation animale les déchets de récolte et d'usinage, les grains sont consommés par le menu et le gros bétail.

Au niveau mondial le maïs a des utilisations multiples et variées. Il entre dans la fabrication de sirop de consommation et comme édulcorant industriel. Des variétés de maïs sont consommées entier et cuit, frais ou surgelé. Le maïs enrichi prépare l'huile de consommation l'amidon, des pâtes alimentaires, des boissons, l'essence d'éthanol et l'alcool industriel. Le maïs rentre aussi dans la fabrication de pâte dentifrice, de produits cosmétiques et adhésifs. Le produit biodégradable dénommé Polymère de maïs sert dans l'industrie d'emballage de l'habillement et des tapis en remplacement du pétrole. Le maïs est aussi un produit de base dans la fabrication d'aliments pour bétail où de nombreuses variétés sont cultivées.

Importations et exportations de Maïs

Après 1985, les importations officielles ont rarement dépassé 7,000 TM par an. Les observations de terrain apprécient qu'un volume d'environ 12,000 TM rentrent en contrebande en Haïti, via la frontière, chaque année ; ce qui porterait à 18,000 TM les importations formelles et informelles de maïs en provenance de la République Dominicaine (12,000 TM) et des USA (6,000 TM) chaque année.

Haïti exporterait annuellement 2,5 % de la production nationale de maïs (6,000 TM) vers la République Dominicaine.

Consommation locale du maïs

Selon les études de référence, l'autoconsommation par les ménages producteurs représente 60% de la production soit 144,000 TM. La part de la production destinée à la préparation d'Ak-100, aliments pour bétail, le maïs boucané serait de 15% c'est à dire 36.000 TM. La transformation du maïs grain en semoule de maïs ou maïs moulu consomme 40,000 TM générant annuellement 28,000 TM de maïs moulu et 11,000 TM de sous-produits composés de farine et d'aliments pour bétail. Environ 4,000 de maïs sont utilisés comme semences pour les plantations.

Les ateliers de transformation du maïs

Les ateliers d'usinage de maïs recensés en 2004 sont au nombre de 6,000 unités au niveau national. 200 de ces unités disposent d'une capacité minimale de 500 à 1800 kg par jour avec la possibilité de séparer la semoule, la farine, son et paille. Les autres unités disposent de petits moulins transformant une dizaine de marmites de maïs par jour. Il existe une bonne concentration des unités dans la plaine des Cayes. Les moulins de ces ateliers sont de 2 types ; ceux situés sur des moulins, l'axe Saut Mathurine, Camp Perrin, les Cayes et fonctionnant avec un moulin électrique et les autres fonctionnant à moteur Diesel. Les moulins peuvent travailler jusqu'à 18 heures de temps par jour.

Les Produits des ateliers de maïs

Les produits des unités de transformation de maïs présentent des produits dont la séparation est imparfaite. La semoule de maïs a une proportion trop importante de son, de farine et de germe. Il faut souligner que les produits des moulins sont en général vannés à la main ce qui nécessite une force de travail intense pour la séparation des produits. A la

cuisson, la semoule de maïs locale a une consistance trop pâteuse, trop d'amidon est insérée à la semoule, bien que certains consommateurs apprécient cette qualité de produit. Les produits sont hétérogènes d'une saison à l'autre, par exemple, la présentation du maïs de St-Marc change trop souvent de texture ou de grosseur du grain.

Les contraintes des ateliers de transformation du maïs

Les prix du maïs transformés localement sont fixés en rapport avec le prix du produit importé. Le marché est un oligopsonne dominé par les madam sara qui travaillent en étroite relation avec les grossistes importateurs.

Comme souligné dans ce texte, la production nationale de maïs est sous valorisée, très peu de produits en sont issus fragilisant ainsi cette production de maïs déjà en compétition avec le maïs importé et le riz qui remplace le maïs dans la consommation locale. Il est même dit qu'une augmentation de la production de maïs serait préjudiciable aux ménages producteurs en ce sens qu'elle peut casser les prix actuels.

La filière agricole maïs est exposée à la compétition déloyale avec les céréales importée car les droits de douane à l'importation du maïs sont de 0 %, le riz à 3 % alors qu'il faut payer 15 % de taxes pour l'importation de semences de maïs. Protection de la filière menace les producteurs et les transformateurs

Les Atouts des ateliers de transformation du maïs

L'atout de la filière serait la conception et la mise en œuvre d'un plan visant à améliorer et à promouvoir les produits mis sur le marché et à développer de nouveaux produits du maïs. Ce plan devrait permettre de diminuer l'avancée du maïs et de la farine de maïs vers le remplacement du maïs local. Quand bien même que les avancées dans la fabrication du biodiesel à partir du maïs fonds du maïs un grain d'or aux USA, comme pour le riz, le maïs en provenance d'autres pays peuvent atterrir sur le marché haïtien.

Toutefois, une grosse part de la production entre dans l'autoconsommation garantissant la sécurité alimentaire en ce produit pour les ménages producteurs.

3.6 FILIÈRE PÊCHE : SITUATION GÉNÉRALE DE LA FILIÈRE

Traduction du texte présenté en créole (version créole en annexe) par M. Jean-Augustin Bourdeau, pêcheur et membre de l'Association de Pêcheurs de Bonbon (APLB).

FILIÈRE MAÏS : SITUATION GÉNÉRALE DE LA FILIÈRE

Le pays d'Haïti dispose de plus de Mille Sept Cent (1,700) kilomètres de côte. De Pestel à Corail, dans le département de la Grande Anse, il existe 186 kilomètres de côte soit 11% de la longueur des côtes du pays.

Selon une étude de la FAO parue en 1985, le département de la Grande Anse serait la de pêche la plus productive à travers le pays.

Le nombre de personnes s'adonnant à la pêche sur le territoire haïtien serait compris entre 25,000 à 30,000 âmes, et la Grande Anse regrouperait entre 20 à 25% de cette population de pêcheurs. Neuf (9) des 12 communes que comporte ce département seraient des communes côtières. Dans ces communes, douze (12) associations de pêcheurs créées au courant de l'année 1990 sur l'initiative du bureau de la Présidence du Gouvernement de Monsieur Préval et l'appui de la coopération cubaine. Parmi ces organisations, trois (3) d'entre-elles demeurent une référence en matière d'organisation dans la filière pêche. Ce sont :

- AMPAH dans la commune de Anse d'Hainaut ;
- APLB dans la commune de Bonbon ;
- APA dans la commune de Abricot.

Ces trois (3) organisations ont entamé en 2006 un mouvement de mise en réseau de ces organisations dans la filière. Cette initiative de mise en réseau des associations de pêcheurs est aussi en cours dans le département du Sud (sur la côte sud) à partir des échanges entre le Sud et la Grande Anse qui ont aussi eu lieu dans ce cadre.

LE SOUTIEN FINANCIER APPORTE A LA FILIERE

DE 1982 à 1990, le projet de la FAO et du PNUD était mis en place pour valoriser la pêche artisanale et initier la pêche sur DCP dans les communes de Dame Marie et de Anse d'Hainaut. En 1997, le Ministère de l'Agriculture et le Projet Agricole de Développement Intégré (PADI) exécutaient un programme de boutique d'intrants de pêches et de moteurs de bateaux à prix subventionné au profit de la filière dans le Département de la Grande Anse.

- De 2000 à 2007, le Programme de Développement Régional (PDR) et la Direction Départementale de la Grande Anse du Ministère de l'Agriculture ont réalisé de nombreuses actions dans la filière pêche de la Grande Anse. Ces actions sont principalement:
 - ✓ Installation de 30 DCP sur les côtes de la Grande Anse ;
 - ✓ Formation en installation de DCP et en technique de pêche de 500 pêcheurs ;
 - ✓ Construction d'une usine de fabrication de bateau de pêche en fibres de verres et subvention à 70 % de l'acquisition de ces bateaux par les pêcheurs avec possibilité de financement des 30 % par une caisse populaire;
 - ✓ Formation des marchandes sur la transformation et la transformation du poisson;
 - ✓ Mise en place de 4 boutiques d'intrants de pêche;

- ✓ Formation des marchandes et des pêcheurs sur la gestion des activités;
- ✓ Construction d'une chambre froide.

COMMERCIALISATION DU POISSON

Ces investissements dans la filière pêche de la Grande Anse ont permis une augmentation considérable en volume de poissons capturés par les pêcheurs. Dans la zone de Bonbon plus de 500 poissons de grande taille pour une valeur de 1.399.150 gourdes ont été commercialisés. Ce fut des poissons du type Dorade, Baléaro etc, peu apprécié dans la cuisine haïtienne. Cette augmentation se poursuit en 2007 où durant les 3 premiers de l'année, la pêche sur DPC était évaluée à plus d'un demi million de gourdes. Le poisson capté est vendu sur le marché local ou à Jérémie et le poisson séché est vendu à Port-au-Prince. On trouve des agences achetant le poisson dans les communes de Dame Marie, de Anse d'Hainaut et des Irois.

DIFFICULTES DE LA FILIERE

Le service institutionnel étatique de la filière pêche est absent dans les zones de pêche ;
Les infrastructures de base et les services (routes, électricité, crédit) sont inexistantes ;
Les pêcheurs sont dans leur grande majorité des gens appartenant à la classe des très pauvres ;
Les marchandes actives en aval de la pêche n'ont ni les moyens économiques ni la capacité technique pour la transformation et la conservation du poisson ;
La dégradation de l'environnement fait que les eaux de pluies charrient toute sorte de déchets et d'alluvions sur les côtes détruisant ainsi la faune marine qui est déjà surexploitée;
Les bateaux au passage dans les eaux profondes haïtiennes coupent les cordes des DCP installés ;
Le prix élevé du DCP 2000 à 3000 dollars US.

LES ATOUTS DE LA FILIERE

Les Ressources du fond marin haïtien ne sont pas exploitées, c'est la pêche artisanale qui est jusqu'à présent pratiquée;
Les fruits de mer tels que les crevettes, les crabes etc., sont sous-exploités;
Le marché haïtien n'apprécie pas les gros poissons et les espèces comme le thon, les dorades qui existent en quantité ; par contre, ces espèces sont très appréciées sur le marché international. Il existe un réseau d'associations de pêcheurs dans la Grande Anse et sur la côte sud.

3.7 FILIÈRE VIVRES ET TUBERCULES : SITUATION GÉNÉRALE DE LA FILIÈRE

Traduction du texte présenté en créole par M. Lucsen Eltiné, propriétaire de l'Entreprise de transformation de céréales de vivres et de tubercules, Lucmar Agro-Alimentaire de Port-de-Paix.

Dans cette filière, la banane et le manioc représentent les produits les plus transformés dans les ateliers, bien qu'il existe de petites entreprises locales de fabrication et de commercialisation de farine de malanga, de patate douce, de lame véritable.

La Production du manioc

En 2005, la FAO estimait à 340.000 TM la production de manioc cultivé en association avec différentes cultures. Le manioc est cultivé dans tous les départements géographiques du pays et s'adapte assez bien et dans les zones sèches et aux différentes saisons de culture. Les variétés amères et douces de manioc sont cultivées dans le pays.

La Transformation du manioc

Le manioc amer est transformé en cassave et de ce processus de transformation provient l'amidon. La transformation du manioc en farine, utilisée principalement dans l'alimentation des nourrissons, est très usitée en milieu rural. Cette farine est de nos jours fabriquée semi-industriellement. Avec le manioc amer, on procède à la préparation de nombreux autres produits tant au niveau local que dans certains pays africains. Ici, le « doukounou » et autres petites recettes régionales font le régal de ces lieux.

En ce qui a trait au manioc doux, il était peu consommé en Haïti, jusqu'à sa récente valorisation par la restauration urbaine et rurale. Il est bouilli et commercialisé en morceau ou vendu accompagné de poulet grillé. Le jus de manioc doux commence à populariser, il se retrouve en vente un peu partout en zones urbaines et périurbaines.

Les grandes zones de transformation du manioc sont le Cap Haïtien et la Grande Rivière dans le département du Nord, la zone de Papaye dans le haut Plateau Central, Gros Morne des Gonaïves et Camp-Perrin dans le Sud.

Le Marché des Produits du manioc

Les produits de transformation du manioc sont commercialisés seulement sur le marché local. Les marchés populaires, les épiceries et boutiques et les supermarchés offrent régulièrement les produits du manioc aux 4.5 Millions de consommateurs locaux. Les dry cleaning et les lessivières sont les principaux consommateurs de l'amidon extrait du processus de transformation du manioc. Les Madan Sara représentent le pilier de la commercialisation des produits du manioc sur le marché local.

La Production de Banane

En Haïti la production de banane concerne 3 variétés principales, le plantain, la figue banane (pouyak, tonken, bayonèt ...) et la banane dénommée poban à forte teneur en farine. La banane est cultivée en monoculture surtout dans les plaines irriguées. La plaine de l'Arcahaie produit 60,000 TM de banane sur environ 3,800 hectares. À Jean Rabel dans le département du Nord-Ouest, 350 hectares sont occupés dans la production de 5,000 à

6,000 tonnes de banane. Petit Goâve, la Grande-Rivière du Nord, la Vallée 3 Rivières et Marigot sont aussi des poches de grande production de banane.

La banane est aussi produite dans le système cultures traditionnelles de mornes où elle est associée à d'autres cultures. On rencontre la banane dans les cours des maisons, les ravines, les accotements des routes etc... Dans ce système de production, la banane est un produit biologique sous estimée.

Le nombre de producteurs hommes et femmes, attaché à cette culture est estimé dans les plaines à 20,000 producteurs de plaine dont 9000 se concentreraient à l'Arcahaie et à 230,000 en montagne où 100.000 hectares de terre y seraient dédiés.

La production de banane en 1991 était de 505.000 TM, en 2004 elle serait de l'ordre de 320.000 TM. Cette baisse de production serait principalement à la Sigatoka, maladie virale de la banane, à l'urbanisation des terres agricoles et aussi l'invasion du marché par la banane en provenance de la République Dominicaine.

Importation et exportation de banane

Plus de 20,000 TM de banane sont importées par an de la République Dominicaine, ce marché est un marché en pleine expansion constitué principalement de rejet des exportations de banane de la RD. Soulignons que le chiffre d'affaires des exportations de banane de la République Dominicaine est de 100 millions dollars US par an.

Les exportations de banane d'Haïti vers la République Dominicaine et les Petites Antilles sont de 3,000 à 5000 TM par an.

Commercialisation et transformation de la banane

Le pourcentage en volume de banane commercialisé sur le marché par type de banane est le suivant : 60% de Banane plantain, 35% de figue banane et 5% de banane poban. Les pertes liées au type d'emballage et au mode de transport sont estimées entre 20 à 30 % de la production.

La banana est transformée en chips (papita) dans les zones urbaines, en farine dans les zones urbaines et rurales. Bouillie, frite, la banane est l'un des mets les plus consommés en Haïti. La consommation du jus de banane et de la figue mure est en pleine expansion au niveau national. Avec la banane, on prépare l'alcool dans certains pays, ce type de transformation reste un domaine inexploité en Haïti.

La fausse tige de banane est utilisée dans l'alimentation des porcs et des bœufs ; feuilles et tiges de banane servent aussi d'énergie de cuisson et à la confection d'articles par les artisans. Avec la tige l'on fabrique du papier, 4 TM de tiges produisent 1200 feuilles de papier ordinaire, des essais ont vu le jour en Haïti.

Le marché de la banane transformée est un marché local débité par les marchandes de friture, les ateliers de fabrication de farine et les marchands ambulants de papita.

Situation des ateliers de transformation de vivres et de tubercules

Plus de 9000 ateliers de transformation de banane et du manioc sont dénombrés, ces derniers sont des cours de maison, des tonnelles établies aux abords des routes et ces surfaces ne disposent d'aucun revêtement.

Huit (8) des dix (10) ateliers enquêtés sont propriétés d'organisations de transformation à fort composante féminine. La majorité ne fonctionne qu'avec leur fonds propres et des producteurs (H et F) de la matière première utilisée par ces ateliers y sont des membres.

Les produits transformés, lors de leur préparation ou de leur transport, sont exposés aux vents, aux pluies et à la poussière et les recettes varient beaucoup dans une même production. Ces produits démontrent de très grande variation dans leur forme et dans leur couleur. Les goûts aussi sont variés dans une production à une autre. Le temps de conservation des produits est non spécifié et varie pour un même produit.

3.8 FILIÈRE AVICULTURE : SITUATION GÉNÉRALE DE LA FILIÈRE

Traduction du texte présenté en créole par M. Henry Châtelain, agronome et éleveur, membre de l'Association Haïtienne pour la Promotion de l'Élevage (AHPÉL).

Il y a quelques années à peine, la production traditionnelle du poulet créole répondait à une bonne partie de la demande en volaille. Le reste était voué à une production de type moderne, semi-industriel ou industriel. L'élevage industriel a connu un véritable déclin vers 1991 à cause notamment de l'embargo économique et de l'importation massive de morceaux de poulet congelés. La production est passée de 6 500 000 à 300 000 têtes, et puis à 45 000 têtes en 1998 pour les poulets de chair ; et de 112 000 à 30 000 pour les poules pondeuses.

ÉLEVAGE INTENSIF DU POULET DE CHAIR

La production intensive de poulets de chair est une activité d'engraissement de volailles, de lignées hybrides, s'échelonnant sur une période de 6 à 8 semaines.

Depuis la disparition du porc créole, au début des années 1980, le poulet de chair (poule blanche) est devenu la viande la plus consommée au pays (plus que le poulet indigène considéré comme un produit de luxe).

On peut classer les producteurs en trois catégories : les petits producteurs (qui élèvent moins de 500 poussins); les moyens producteurs (qui élèvent entre 500 à 10 000 poussins) et les grands producteurs (qui élèvent plus de 10 000 poussins).

La production nationale de poulet de chair varie, aujourd'hui, entre 100 000 à 125 000 poulets par mois (ou 1 200 000 à 1 500 000 poulets par année), soit moins de 25 % du volume annuel des années 1988 à 1991.

En revanche le volume des importations en 2003 était, selon l'*Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture* (FAO), de 28 492 tonnes métriques (TM), ce qui équivalait à environ à 14 millions de poulets, pour une valeur de plus de 17 millions de dollars américains.

POULES PONDEUSES / PRODUCTION D'ŒUFS

En Haïti, le nombre de poules pondeuses de type industriel (race *Leghorn* et ses hybrides) s'est toujours situé autour de 20 000 à 30 000 têtes, alors que la demande pour les œufs de table n'a cessé de croître. Cette demande est comblée par les importations massives en provenance de la République dominicaine en raison de 20 à 30 millions d'œufs/mois contre 1 million d'œufs/mois au pays.

CONTRAINTES À LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DE VOLAILLES (POULETS DE CHAIR ET PONDEUSES)

- Ce secteur d'activité est totalement dépendant d'intrants importés au coût élevés :
 - poussins hybrides de races industrielles;
 - tourteau de soja (source de protéines dans l'alimentation);
 - céréales (source d'énergie).

- La concurrence des produits importés sont constitués principalement de morceaux de volailles congelés et d'œufs mal conservés. Ces deux produits achetés à bas prix créent une concurrence déloyale.
- La faiblesse des structures étatiques pour bloquer les produits mal conservés et impropres à l'alimentation humaine, etc.

OPPORTUNITÉS ACTUELLES DU MARCHÉ

- Un nombre non négligeable de consommateurs et de négociants préfèrent le poulet industriel produit localement que celui importé.
- Le pays dispose d'un nombre important d'infrastructures (par exemple, deux couvoirs, trois usines de fabrication d'aliment pour les animaux) qui ne demandent qu'à être valorisées.
- Il existe un accord entre le Ministère de l'Agriculture et l'*Association haïtienne pour la Production et l'Élevage* (AHPÉL) pour la relance de l'aviculture industrielle, etc.

4 Le Travail en ateliers au Colloque National.

4.1 Méthodologie de travail et mission des ateliers.

Les ateliers de travail au Colloque ont été réalisés au 2^{ème} jour, soit dans la matinée du 12 mai 2007. Ces ateliers étaient au nombre de 9 dont 8 ateliers par filière du Colloque et un 9^{ème} inter filière. Les 8 ateliers étaient composés principalement des membres des délégations des colloques régionaux et le dernier composé d'un membre issu de chaque atelier de filière. Le temps de travail était de 2 heures et les membres de chaque atelier de filière devaient engager des discussions leur permettant de choisir 5 problèmes que confrontent la filière, parmi chaque groupe de 5 problèmes priorisés et analysés par filière au niveau des colloques régionaux. Les membres des ateliers du Colloque national devaient non seulement faire le choix parmi les groupes de problèmes, mais aussi harmoniser les analyse des problèmes déjà réalisées au niveau régional et surtout de consolider les stratégies de mise en œuvre des solutions identifiées au colloques régionaux.

Les membres des ateliers disposaient des cadres d'analyses des problématiques retenues par filière dans les colloques régionaux afin de maîtriser les résultats dans chaque filière au niveau des régions et de la grille de la méthode de travail pour les ateliers.

De plus, l'atelier devait formuler son objectif global pour la filière et les étapes à passer pour atteindre cet objectif. Comme pour les ateliers dans les régions, les résultats du travail des ateliers par filières du Colloque National étaient présentés dans le cadre suivant :

Problème	Cause (s)	Conséquence (s)	Solution (s)	Stratégie (s)
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				
Objectif (s) général (aux):				
Étape (s) pour atteindre l'objectif:				

Une fois l'atelier inter filière constitué sur la base d'une personne représentant une filière et désignée par chaque atelier sur les filières, les discussions devraient porter sur les points suivants :

- sur l'utilité d'un regroupement entre les entreprises évoluant dans chaque filière ;
- sur l'utilité d'un regroupement entre les acteurs des filières ;
- le type d'organisation le cas échéant ;
- les étapes de montage de l'organisation ;
- la mission de l'organisation.

4.2 Résultat du travail des ateliers du Colloque National

4.2.1 FILIÈRE CAFÉ : ANALYSE DES PROBLÈMES MAJEURS ET PERSPECTIVES

Résultats de l'Atelier sur la filière Café -Colloque National sur les Micro, Petites et Moyennes Entreprises de Transformation des produits agricoles - 12 mai 2007.

Les tableaux suivants résument les discussions animées de l'atelier de travail sur la filière café et représentent la synthèse des résultats des travaux réalisés dans les colloques régionaux du Nord et Nord-Est, et du grand Sud.

Rapporteuse : Mme. Ogisna Journal

PROBLÈME I : Absence de financement dans la filière	
Causes	L'agriculture est un secteur à grand risque, production dépend des pluies et faible technologie pour maîtriser les infestations – Les agriculteurs et agricultrices n'ont pas les garanties exigées pour les prêts du secteur bancaire formel – Inexistence de mécanisme de crédit formel dirigé vers le secteur agricole.
Conséquences	Baisse de la production caféière – Impossibilité de stocker la récolte de café pour attendre une hausse des prix par besoin d'argent.
Solutions	Les coopératives doivent systématiser la distribution de ristournes aux membres – Mobiliser des fonds internes et externes pour développer la filière.
Stratégies	Constitution d'un fonds de financement et d'un fonds de garantie pour la filière.

PROBLÈME II : Faiblesse organisationnelle et faiblesse dans la gestion des organisations et des coopératives dans la filière.	
Causes	La mentalité individualiste dominante empêche la participation des gens aux regroupements – Faiblesse de formation et d'éducation de base des membres – Manque de ressources humaines compétentes et engagées dans le milieu de production et de transformation.
Conséquences	
Solutions	Sensibilisation pour une participation active des membres des organisations et des coopératives – Intégration d'autres acteurs de la filière – Recherche de nouvelles ressources humaines.
Stratégies	

PROBLÈME III : Diminution de la production	
Causes	Maladies et pestes comme le scolyte et la baisse de la fertilité des sols – La compétition entre le café avec d'autres cultures – Fluctuation des prix sur le marché national et mondial – Manque d'entretien des cafèterais.
Conséquences	Abandon de la culture du café – Changement de système de culture – Déboisement des surfaces plantées en café.

Solutions	Mobiliser les planteurs (hommes et femmes) pour la relance de la culture du café – Formation et vulgarisation de technologies appropriées – Lutter contre les maladies et les insectes.
Stratégies	Mise en œuvre d’action de renforcement des organisations et des coopératives.

PROBLÈME IV : Absence de support de l’État haïtien en matière d’infrastructure de production, d’accompagnement technique et de plan stratégique pour la filière.	
Causes	Faiblesse de l’Etat et absence de volonté politique pour le développement de la filière.
Conséquences	Diminution de la production caféière-
Solutions	Renforcer un partenariat public / privé dans la filière – Révision du code de loi sur le café.
Stratégies	

PROBLÈME V : Le café transformé n’est pas de qualité	
Causes	Faiblesse des infrastructures existantes comme les aires de séchage, l’eau etc. et du financement dirigé dans la filière – Manque de main d’œuvre spécialisée et négligence.
Conséquences	Les prix reçus pour le café sont faibles pour compenser les dépenses de production.
Solutions	Créer un fonds national pour faciliter l’acquisition d’équipement et de matériels dans la filière.
Stratégies	Développer un partenariat entre le secteur public et le secteur privé.

Objectif général	Relancer la filière nationale du café
Objectifs spécifiques	Maintenir le niveau actuel de production de café durant les 4 prochaines années. Poursuivre l’amélioration de la qualité du café pour répondre aux exigences du marché.
Résultats	Un programme de relance de la production du café incluant un partenariat public privé est défini. Des ressources matérielles, financières et humaines sont mobilisées. Le programme élaboré est mis en œuvre.

4.2.2 FILIÈRE LAIT : ANALYSE DES PROBLÈMES MAJEURS ET PERSPECTIVES

Résultats de l'Atelier sur la filière lait - Colloque National sur les : Micro, Petites et Moyennes Entreprises de Transformation des produits agricoles - 12 mai 2007

Les tableaux suivants résumant les discussions animées de l'atelier de travail sur la filière lait et représentent la synthèse des résultats des travaux réalisés dans les colloques régionaux du Nord et Nord-Est, de l'Artibonite et Nord Ouest et du grand Sud.

Rapporteur : Fritz Joseph

PROBLÈME I : Faibles moyens financiers pour créer et investir dans les ateliers de transformation du lait.	
Causes	Les membres des ateliers de transformation ne disposent pas de moyens financiers suffisants pour investir dans les ateliers et assurer le fonds de roulement. L'accès au financement et aux crédits est presque nul, les taux d'intérêt sont exorbitants et difficilement remboursables dans le cadre d'activités d'agro transformation en général et de transformation du lait en particulier
Conséquences	Les entrepreneurs du lait ne peuvent pas se procurer ou renouveler leurs matériels et leurs équipements donc encore moins de moderniser leurs entreprises - La production et les bénéfices des entreprises et des ateliers de transformation du lait baissent et ces derniers sont de moins en moins compétitifs - La qualité du produit généré diminue - Producteurs et transformateurs (hommes et femmes) migrent vers les villes ou vers la République Dominicaine.
Solutions	Organiser les laiteries et les entreprises pour favoriser l'actionnariat rural au Capital dans le cadre d'entreprises collectives solidaires - Baisser les taux d'intérêt au niveau des institutions de financement en général - Favoriser les investissements dans le secteur agricole et de l'agro transformation - Favoriser l'accès aux financements et au crédit pour les entrepreneurs de l'agro transformation.
Stratégies	Mise en place des mécanismes et des dispositifs financiers appropriés pour donner l'accès au crédit agricole à un maximum de producteurs et d'entrepreneurs (hommes et femmes) - Remise en place des institutions spécialisées dans le crédit agricole - Baisse des taux d'intérêt sur les prêts destinés à l'agro transformation Fourniture de garanties aux institutions financières en vue de faciliter l'accès au crédit et faire baisser les taux d'intérêts; Rétablissement de la confiance entre, d'une part, les producteurs de lait et, d'autre part, les laiteries et les entreprises d'agro transformation pour susciter davantage d'investissements de leur part dans le cadre d'entreprises solidaires - Sensibilisation des copropriétaires sur l'enjeu des entreprises collectives solidaires.

PROBLÈME II : Difficulté à se procurer du matériel et des équipements pour la transformation et des emballages	
Causes	Inexistence dans le pays d'usines de fabrication de matériels et d'emballages pour les produits agroindustriels - Les fournisseurs de matériels et d'emballages sont peu nombreux sur le marché et mal connus des entrepreneurs - Le matériel et les emballages pour la transformation sont importés.
Conséquences	Les ateliers et les entreprises dépensent davantage, produisent moins et tirent moins de bénéfices - Les délais pour s'équiper, pour acquérir les matériels et recevoir les emballages sont très longs - La distribution des produits est retardée et certaines fois les produits se gâtent devenant invendables.- Les ateliers et les entreprises enregistrent des déficits importants.
Solutions	Favoriser l'installation d'usines de fabrication de matériels et, notamment, d'emballage - Favoriser la commande du matériel et des emballages en gros de l'extérieur - Échanger des informations sur les opportunités qui existent déjà dans le pays.
Stratégies	Négociations avec le secteur privé pour porter celui-ci à investir dans l'agro transformation et créer des usines pour le matériel et les emballages de l'agro transformation - Renforcer le réseau par favoriser l'unité entre les différents ateliers de lait en vue de démarches collectives pour l'approvisionnement et l'équipement.

PROBLÈME III : Manque de nourriture et de soins vétérinaires pour le bétail	
Causes	Les producteurs de lait ne disposent pas de terrains pour planter les herbes, la production intensive d'herbes n'est pas suffisamment développée Les producteurs font face à des sécheresses répétées privant le bétail pour garantir la production de lait - Les pharmacies vétérinaires sont encore insuffisantes sur le territoire - Il n'y a pas suffisamment de techniciens et d'agents vétérinaires dans le pays - Les médicaments vétérinaires ne sont pas fabriqués en Haïti.
Conséquences	Baisses saisonnières de la production de lait - Les vaches donnent une production réduite de lait - Les animaux tombent souvent malades et des fois meurent - À certaines périodes de l'année, les laiteries sont obligées d'arrêter de produire.
Solutions	Stimuler la plantation de parcelles d'herbes - Encourager et développer des techniques pour le stockage des herbes dans les régions - Ériger des infrastructures de stockage et d'abreuvement pour le bétail - Travailler à former plus d'agents et de techniciens vétérinaires - Favoriser un maillage plus serré des pharmacies vétérinaires sur le territoire national.
Stratégies	Distribution de semences et de plants d'herbes aux organisations professionnelles agricoles (OPA) et intégration de bandes enherbées dans les modèles de restauration des sols et d'agroforesterie - Fourniture de crédit aux éleveurs et producteurs agricoles pour mettre en place des parcelles d'herbes - Augmentation du nombre de pharmacies communautaires à travers le pays - Lancement de programmes de formation d'agents et de techniciens vétérinaires au niveau national - Formation et information des éleveurs sur les soins de base à donner aux animaux et notamment aux vaches.

PROBLÈME IV : L'État ne s'engage pas suffisamment dans la filière et n'exerce pas de contrôle du marché du lait	
Causes	<p>La part du budget national consacré au développement de l'élevage et de la production laitière est trop faible.</p> <p>L'ouverture des frontières aux produits laitiers importés avec notamment des baisses spectaculaires des tarifs douaniers, des politiques monétaires favorables aux importations et une complaisance vis à vis des exigences des institutions financières internationales et dans l'application des politiques économiques néolibérales - La production locale de produits laitiers se trouve en concurrence avec des produits importés qui ont été fortement subventionnés - Le pays reçoit de plus en plus de dons de produits laitiers qui sont écoulés librement sur les marchés locaux - La population haïtienne fait de moins en moins confiance aux produits laitiers locaux (matraquage médiatique, bâti d'une image négative de ce qui est fait localement) - Les autorités gouvernementales ne s'engagent pas vraiment à côté des producteurs et entrepreneurs nationaux.</p>
Conséquences	<p>Il y a un manque criant d'infrastructures de base, de services à la population et de sécurité pour les producteurs et les entrepreneurs (sécurité foncière) - Les entreprises locales n'arrivent pas à écouler leurs produits - La production nationale régresse - Les producteurs paysans s'appauvrissent de plus en plus - Les vols de bétail se multiplient - Les importations de lait augmentent - Les opportunités d'emplois diminuent dans le milieu rural et de plus en plus de jeunes migrent.</p>
Solutions	<p>Porter l'État à s'engager davantage pour la production nationale et à côté des producteurs et des transformateurs de lait - Réduire les importations de produits laitiers (2^{ème} produit d'importation après le riz) - Établir plus de sécurité pour les citoyens, les producteurs (accès sécurisé au foncier) et les entrepreneurs (hommes et femmes) - Travailler activement à la valorisation des produits locaux.</p>
Stratégies	<p>Augmentation des taxes sur les produits laitiers importés - Garantie foncière pour les terres des paysans et de producteurs de lait (notamment pour les terres distribuées);</p> <p>Contrôle sur les abattages dans un souci de réduction des vols de bétail - Pression et accompagnement de l'État dans la construction de routes notamment des routes rurales et la mise en œuvre de solutions aux problèmes énergétiques dans tout le pays - Lancement de campagnes nationales de promotion et de consommation des produits locaux - Consommation de produits nationaux dans les programmes de l'État (cantines scolaires, restaurants populaires).</p>

PROBLÈME V : Manque d'unité entre les organisations et les entreprises de transformation du lait	
Causes	Il y a un manque patent de relations et de collaboration entre les entreprises impliquées dans la transformation du lait dans le pays.
Conséquences	Il y a très peu d'organisations regroupant des acteurs impliqués dans la transformation du lait dans le pays - Les transformateurs sont livrés à eux-mêmes et travaillent suivant selon leurs propres normes et leurs propres règles ne respectant souvent pas les standards en la matière - L'information notamment sur les opportunités existantes ne circule pas entre les ateliers.
Solutions	Contribuer au regroupement des différents acteurs impliqués dans la production et la transformation des produits laitiers - Entretenir des relations soutenues avec les entrepreneurs et les acteurs impliqués dans l'agro transformation pour contribuer, entre autres au respect des normes et des standards dans la filière lait.
Stratégies	Mise en place de fédérations et de réseaux de transformateurs de produits laitiers dans les différentes régions du pays et au niveau national - Identification des entreprises impliquées dans la transformation du lait - Établissement de contacts et organisation de visites d'échanges entre les organisations impliquées dans la transformation du lait - Élaboration et mise en place de normes et standards pour les produits laitiers et contrôle des processus.
Objectifs	Appuyer la modernisation des ateliers de transformation du lait.
Résultats	La quantité de lait transformée et vendue par les ateliers augmente.

4.2.3 FILIÈRE CANNE À SUCRE : ANALYSE DES PROBLÈMES MAJEURS ET PERSPECTIVES

Résultats de l'Atelier sur la filière Canne à sucre -Colloque National sur les : Micro, Petites et Moyennes Entreprises de Transformation des produits agricoles - 12 mai 2007

Les tableaux suivants résument les discussions animées de l'atelier de travail sur la filière Canne à sucre et représentent la synthèse des résultats des travaux des 2 ateliers sur la transformation de canne réalisés dans le colloque régional Ouest et Centre qui a regroupé les ateliers de transformation venus de l'Ouest, du Nord, de l'Artibonite et du Sud.

Rapporteuse : Rebecca Jean-Pierre

PROBLÈME I : Plus de 300,000 Tonnes métriques de bois par an utilisées comme source d'énergie dans les ateliers de canne.	
Causes	D'autres sources d'énergie alternative ne sont pas identifiées pour ces types d'ateliers – L'énergie de bagasse de canne est insuffisante pour produire le sirop, le rapadou et le clairin dans les guildives traditionnelles.
Conséquences	Déboisement et érosion des terres qui engendrent un fort ruissellement des eaux de pluies et à la baisse de l'infiltration des eaux dans la nappe phréatique conduisant ainsi à la pénurie d'eau dont la quantité existante est déjà très mal gérée.
Solutions	Encourager la plantation d'arbres à pousse rapide comme le leucena – Faciliter l'acquisition par les ateliers de chaudières en matériau plus approprié pouvant permettre de valoriser la bagasse de canne comme énergie de cuisson -
Stratégies	Mobilisation et sensibilisation des transformateurs sur le déboisement et sur le changement des chaudières – Sensibiliser l'état pour contrôler effectivement la coupe des arbres et la gestion des forêts.

PROBLÈME II : Le transport de la canne pour approvisionner les ateliers est fait dans des conditions difficiles et est très coûteux, il se fait à dos d'âne.	
Causes	Inexistence de routes agricoles ; lorsqu'elles existent, elles sont en très mauvais état, ce qui rend le transport trop coûteux pour les ateliers.
Conséquences	La canne se dessèche durant le temps long de transport – Le rendement en sucre à la transformation diminue considérablement – Les coûts d'opération sont élevés.
Solutions	Faciliter la création des organisations de producteurs et de transformateurs (hommes et femmes) – Faciliter l'accès de ces organisations à des lignes de crédit pour honorer les coûts de production.
Stratégies	Faciliter la création de comité de réflexion sur le problème - Montage de projet par les organisations créées pour le développement de la filière.

PROBLÈME III : Faible rendement des ateliers.	
Causes	Manque d'encadrement technique pour les ateliers – Manque de financement à court et à moyen terme pour les ateliers – Les propriétaires / gestionnaires sont peu formés à la gestion d'entreprise et sont âgés.
Conséquences	La proportion de canne disponible et canne transformée est faible – Pas assez de moulins et de bœufs dans les ateliers – La productivité des ateliers est très faible.
Solutions	Aider les ateliers à se restructurer pour augmenter leur production et la qualité des produits.
Stratégies	Encourager un partenariat entre les organisations locales, les ONG, secteurs public et privé pour la modernisation des entreprises.

PROBLÈME IV : Le marché du clairin est très restreint à une catégorie sociale.	
Causes	L'esprit entrepreneurial des propriétaires-gestionnaires des ateliers est très limité – Les ateliers de la canne sont isolés dans leur fonctionnement.
Conséquences	Les ateliers sont mal gérés – Les produits ne sont pas de qualité – Leur présentation est très mauvaise – Les prix ne sont pas contrôlés par les ateliers.
Solutions	Faciliter la mise en réseau des ateliers – Appuyer le renforcement des entreprises en matière de gestion et leur accès au financement – Appuyer les ateliers dans la commercialisation et le marketing des produits -
Stratégies	Faciliter la mise en relation des ateliers avec des entités capables de leur apporter l'appui technique et financier souhaité au niveau national et international.

PROBLÈME V : Les ateliers de rapadou fonctionnent dans de mauvaises conditions d'hygiène.	
Causes	Négligence et manque de formation du personnel – Rareté de matériel et d'équipements dans les ateliers – L'état n'effectue aucun contrôle dans la fabrication d'aliments.
Conséquences	Les produits locaux ne sont pas valorisés, les consommateurs se méfient des produits -
Solutions	Plaider pour que l'État prenne ses responsabilités en matière de définition de normes et de leur application – Les réseaux de filières doivent définir et faire respecter des règles de fonctionnement.
Stratégies	Faire pression pour que l'État mette en place une politique de contrôle de qualité – Renouvellement de la Patente sur la base d'inspection des ateliers et des produits fabriqués.

Objectif	Appuyer l'organisation de la filière Canne à sucre pour la valorisation des entreprises et des produits de la filière.
Résultat	Les entreprises et les organisations de la filière inventoriées et mises en réseau. Un partenariat technique et financier entre le réseau, les secteurs public

	et privé et les ONG pour la résolution des problèmes majeurs de la filière est établi.
--	--

4.2.4 FILIÈRE FRUIT: ANALYSE DES PROBLÈMES MAJEURS ET PERSPECTIVES

Résultats de l'Atelier sur la filière Fruit -Colloque National sur les : Micro, Petites et Moyennes Entreprises de Transformation des produits agricoles - 12 mai 2007

Les tableaux suivants résument les discussions animées de l'atelier de travail sur la filière fruit et représentent la synthèse des résultats des travaux réalisés dans les colloques régionaux Nord et Nord-Est et du grand Sud.

Rapporteur : Dieugrand Jean-Baptiste

PROBLÈME I : Les ateliers de transformation de fruits n'ont pas de local approprié pour fonctionner.	
Causes	Les ateliers n'ont pas les fonds nécessaires pour acquérir un local, le matériel et équipement appropriés.
Conséquences	Faible productivité des ateliers - Les produits issus ne sont pas de qualité.
Solutions	Accéder à un crédit adapté à leur mode de fonctionnement et à leur rentabilité économique.
Stratégies	Regroupement des ateliers sur une base d'actionnariat pour pouvoir capter des fonds, acquérir le matériel et les équipements et aussi pour la commercialisation des produits.

PROBLÈME II : Faiblesse de qualité des produits fabriqués par inexistence de normes de standardisation dans leur production.	
Causes	Manque de formation, d'information et de suivi du personnel des ateliers.
Conséquences	Mauvaise qualité et faible consommation des produits des ateliers.
Solutions	Établir des programmes de formation et de recherche appliquée pour le pays.
Stratégies	Mise en place de système de contrôle interne des ateliers - Création d'une instance qualifiée de contrôle national de qualité avec des moyens adéquats de fonctionnement.

PROBLÈME III : Les ateliers ne parviennent pas à écouler leur production.	
Causes	Méfiance et faible pouvoir d'achat des consommateurs - Produits non standard livrés par les ateliers sur le marché - La matière première et les appareils utilisés par les ateliers sont coûteux.- Les produits importés concurrencent fortement la production locale de fruits transformés.
Conséquences	Les produits mis sur le marché dépassent le pouvoir d'achat des consommateurs - Les produits importés envahissent davantage le marché.

Solutions	Appuyer l'organisation du marché des fruits pour l'amélioration du transport et de la sélection des fruits - Promouvoir la consommation des produits locaux -
Stratégies	Faciliter, à travers la mise en réseau des ateliers, l'accès au financement, l'acquisition de matériels et l'organisation de la commercialisation des produits des ateliers.

PROBLÈME IV : Faible et inexistance d'accès au financement par les ateliers de transformation de fruits et manque de moyens financiers propres.	
Causes	Les institutions de micro finance ne disposent pas du type de crédit qui correspond à leurs besoins de financement et les taux d'intérêt pratiqués sont trop élevés.
Conséquences	Les ateliers fonctionnent au ralenti et sur demande - Les fruits se gaspillent dans certaines régions du pays.
Solutions	Faciliter le montage des sociétés d'actionnaires dont les ateliers seraient membres - Recherche de dons - Développer un produit financier de micro finance adapté au mode de fonctionnement des ateliers.
Stratégies	La solidarité institutionnelle entre les ateliers sert de garantie au financement - Participation locale des ateliers pour des parts sociales dans le montage de sociétés d'actionnaires.

PROBLÈME V : La filière fruit n'est pas structurée et organisée.	
Causes	Le mode de production diffère d'un atelier à un autre - Les ateliers sont isolés et travaillent en vase clos - Les informations sur la filière ne circulent.
Conséquences	De faibles profits sont générés par les ateliers.
Solutions	Renforcement de la filière par la mise en réseau, la création de vergers, le contrôle des récoltes et l'amélioration du transport des fruits.
Stratégies	

Objectif	
Résultats	Les ateliers transformant le même type de fruits sont regroupés Le personnel des ateliers est formé dans la transformation des fruits et la gestion des ateliers. Une instance de coordination pour le contrôle de qualité interne est mise en place. Une campagne permanente de promotion et de commercialisation de produits locaux est mise en œuvre. Des vergers sont mis en place. Une campagne de reboisement à base de fruitiers est réalisée.

4.2.5 FILIÈRE CÉRÉALE: ANALYSE DES PROBLÈMES MAJEURS ET PERSPECTIVES

Résultats de l'Atelier sur la filière Céréale -Colloque National sur les : Micro, Petites et Moyennes Entreprises de Transformation des produits agricoles - 12 mai 2007

Les tableaux suivants résument les discussions animées de l'atelier de travail sur la filière Céréale et représentent la synthèse des résultats des travaux réalisés dans les colloques régionaux de l'Artibonite et Nord Ouest et du grand Sud.

Rapporteuse : Lucile Lespérance

PROBLÈME I : Les moulins des ateliers tombent souvent en panne	
Causes	Ancienneté des moulins, les pièces de rechange sont rares et coûteuses – Le riz paddy renferme de nombreuses impuretés qui affectent les moulins.
Conséquences	Diminution du rendement des moulins et des ateliers – Les dépenses d'entretien augmentent et font baisser les profits.
Solutions	Faciliter l'accès au crédit permettant l'acquisition des pièces – Créer des magasins de pièces de rechanges – Faciliter l'acquisition de nouveaux moulins par les ateliers.
Stratégies	Organisation de réseaux d'ateliers pour la création de sociétés de services et d'intrants.

PROBLÈME II : Les pièces de rechange des moulins sont rares et sont très chères.	
Causes	Il existe très peu de fournisseurs de ces pièces de rechanges.
Conséquences	Les pannes durent plus longtemps – Les activités des ateliers s'estompent – La production et la rentabilité des moulins diminuent
Solutions	Appuyer la mise en réseau des ateliers afin de créer le magasin d'achat et de vente de pièces du réseau.
Stratégies	

PROBLÈME III : Les producteurs et les transformateurs ne trouvent l'accompagnement technique nécessaire.	
Causes	Les techniciens disponibles ne sont pas recyclés – Démission du Ministère de l'Agriculture dans sa mission d'appui au secteur agricole.
Conséquences	
Solutions	Création d'une école pour la formation et le recyclage des techniciens agricoles – Concevoir et mettre en œuvre un programme de formation et de recyclage des techniciens agricoles, des opérateurs de moulins et des mécaniciens agricoles – Un programme de formation du personnel des ateliers en gestion, en marketing et en microcrédit – Créer un laboratoire de contrôle de qualité des produits.
Stratégies	Faciliter la construction d'un réseau national d'atelier pour travailler en collaboration avec le MARNDR et les ONG.

PROBLÈME IV : Les ateliers ne disposent des fonds nécessaires au fonctionnement et à la	
--	--

modernisation des ateliers.	
Causes	Inexistence de banque de crédit agricole.
Conséquences	La transformation des céréales se fait au ralenti et de façon aléatoire.
Solutions	Créer la banque de crédit agricole au profit des filières et favoriser la mise en réseau des ateliers pour accéder aux fonds de micro crédit et à des dons.
Stratégies	La mise en réseau des ateliers.

PROBLÈME V : Le prix de vente des produits des ateliers de céréales garantit de très maigres profits.	
Causes	La qualité et la présentation des produits ne sont pas attractives pour les consommateurs – Envahissement du marché par des céréales et autres produits importés.
Conséquences	Les revenus locaux et la production diminuent – Augmentation du taux de chômage.
Solutions	Offrir sous une meilleure présentation un produit de qualité.
Stratégies	Organisation de colloque national pour faire entendre notre situation et nos besoins.

Objectif	Favoriser la modernisation industrielle de la filière en améliorant la qualité et la présentation des produits pour être compétitif sur le marché.
Résultats	Les différents acteurs de la filière sont regroupés.
	L'appui auprès des services de l'État et des ONG pour la résolution des problèmes majeur est trouvé.

4.2.6 FILIÈRE PÊCHE: ANALYSE DES PROBLÈMES MAJEURS ET PERSPECTIVES

Résultats de l'Atelier sur la filière Pêche -Colloque National sur les : Micro, Petites et Moyennes Entreprises de Transformation des produits agricoles - 12 mai 2007

Les tableaux suivants résument les discussions animées de l'atelier de travail sur la filière Pêche et représentent la synthèse des résultats des travaux réalisés dans le colloque régional du grand Sud.

Rapporteur : Jean Augustin Bourdeau

PROBLÈME I : Manque de matériels et d'équipement adaptés à la pêche en haute mer.	
Causes	Les pêcheurs ne sont pas suffisamment organisés – Ils ne disposent pas des moyens financiers pour acquérir ces matériels et ces équipements.
Conséquences	Surexploitation et dégradation du plateau continental.
Solutions	Faciliter la mise sur pied de boutique d'intrants de pêche – Favoriser l'accès à des subventions pour l'acquisition de bateaux et du matériel de pêche.
Stratégies	Renforcement des organisations et mise en place d'un système de crédit.

PROBLÈME II : Les marchandes de poissons n'ont pas suffisamment de fonds pour assurer la commercialisation du poisson pêché.	
Causes	Faiblesse du niveau organisationnel de ces marchandes – Faible fonds de roulement disponible pour le commerce de poisson.
Conséquences	La vraie valeur ajoutée du poisson reste dans les zones à consommation importante et pas dans les zones de pêche entre les mains des grands intermédiaires.
Solutions	Favoriser la mise sur pied d'associations de marchandes et d'un système de crédit approprié.
Stratégies	Accompagnement technique en achat et vente des marchandes.

PROBLÈME III : Insuffisance des DCP (Dispositif de concentration de poissons) placés sur les côtes du pays.	
Causes	La cherté du DCP ne favorise pas son acquisition par les pêcheurs.
Conséquences	Faible quantité de poissons capturés pour des pêches de plus en plus longue.
Solutions	Favoriser l'accès à des sources de financement et à des donations comme celle de la diaspora.
Stratégies	Plaidoyer pour réduction des taxes et subvention des matériels et équipements de pêche.

PROBLÈME IV : L'État n'accompagne pas suffisamment les pêcheurs et la pêche.	
Causes	Les services de l'État ne sont pas représentés en permanence dans les zones de pêche.

Conséquences	Pêche désordonnée et tout type de pêche de toute catégorie de poissons est effectué.
Solutions	Faciliter l'installation de service d'État approprié dans les zones de pêche.
Stratégies	Plaidoyer pour que l'État mette les moyens nécessaires pour le bon fonctionnement de la pêche dans le pays.

PROBLÈME V : Les moyens de conservation du fruit de mer frais font défaut dans les zones de pêche.	
Causes	Faible accès au crédit - Manque de formation sur les différentes méthodes de transformation des fruits de mer surtout du poisson.
Conséquences	
Solutions	Recherche d'alternative pour la transformation et la conservation du poisson - Faciliter l'accès à des chambres froides et des bouteilles thermos -
Stratégies	Appui financier et technique aux pêcheurs et aux marchandes dans le domaine.

Objectif	Facilité une exploitation rationnelle des ressources de la filière en améliorant les conditions dans lesquelles s'effectuent la pêche.
Résultats	Les pêcheurs et les marchandes sont organisés et formés. Les organisations accèdent à un financement adéquat pour acquérir le matériel et les équipements. Les organisations développent leur marché de fruits de mer.

4.2.7 FILIÈRE VIVRES ET TUBERCULES : ANALYSE DES PROBLÈMES MAJEURS ET PERSPECTIVES

Résultats de l'Atelier sur la filière Vivre et Tubercule -Colloque National sur les : Micro, Petites et Moyennes Entreprises de Transformation des produits agricoles - 12 mai 2007

Les tableaux suivants résument les discussions animées de l'atelier de travail sur la filière lait et représentent la synthèse des résultats des travaux réalisés dans les colloques régionaux de Nord et Nord-Est et de l'Artibonite et Nord Ouest.

Rapporteur :

PROBLÈME I : Le matériel utilisé par les ateliers est insuffisant et est en mauvais état.	
Causes	Le financement destiné à la filière ne parvient pas à toucher les ateliers – les bénéficiaires tirés du travail des ateliers est très faible et ne permet pas des investissements – Les donateurs ne financent pas les équipements – Le marché capté est restreint pour générer des revenus importants.
Conséquences	Les produits fabriqués ne sont pas de qualité – Les revenus sont dérisoires.
Solutions	Avoir la possibilité pour disposer du matériel dans les ateliers.
Stratégies	Regroupement des ateliers en réseau – Capter des dons et les cotisations des membres des ateliers.

PROBLÈME II : Les produits des ateliers ne parviennent pas attirer un imposant marché.	
Causes	Les ateliers sont isolés dans leur fonctionnement – L'insécurité et les moyens de transports empêchent le développement du marché – Il n'y a pas de promotion pour les produits des ateliers.
Conséquences	Les produits fabriqués s'écroulent au ralenti et parfois se gaspillent ou sont autoconsommés – Pas de moyens pour améliorer la qualité des produits – Les transformateurs (hommes et femmes) abandonnent l'activité.
Solutions	Avoir la possibilité de développer le marché.
Stratégies	Obtenir des fonds de sources diverses pour promouvoir la production de la filière – Pouvoir disposer des services de contrôle de qualité pour les produits générés – Capter une meilleure part du marché national et international.

PROBLÈME III : Les membres des ateliers manquent de formation pour une production standard dans les ateliers.	
Causes	Carence de personnes qualifiées – Les ateliers n'ont pas les moyens pour engager un personnel plus qualifié.
Conséquences	Le matériel s'use – La qualité des produits est mauvaise – La part de marché capté se perd – Les consommateurs tombent malades et évitent de consommer les produits.
Solutions	Recevoir la formation de personnes compétentes et qualifiées.
Stratégies	Formation de formateurs – trices au niveau des communautés avec l'appui de l'État et des ONG.

PROBLÈME IV : Manque de moyens financiers pour équiper et faire fonctionner les ateliers.	
Causes	Les intérêts pratiqués par la micro finance sont élevés et le type de financement n'est pas approprié.
Conséquences	La production des ateliers diminue – Les clients espèrent longtemps leur commande – Ils se découragent et abandonnent à la longue le produit.
Solutions	Trouver les moyens financiers pour développer les ateliers et la production.
Stratégies	La décentralisation du financement disponible dans la filière – Capter des fonds à meilleur taux d'intérêt.

PROBLÈME V : La banane en provenance de la République dominicaine envahit le marché.	
Causes	L'État n'exerce aucun contrôle sur les produits importés dans le pays.
Conséquences	Les personnes impliquées dans la production de banane se découragent et la production de banane baisse.
Solutions	L'État doit exercer un contrôle sur l'importation de produits au profit des producteurs locaux.
Stratégies	L'État doit déterminer les types de produits pouvant être importés, le rythme et la période d'importation – Faire la promotion de la production nationale.

Objectif	Faciliter le développement des ateliers pour assurer une production de qualité et compétitive.
Résultat	

4.2.8 FILIÈRE AVICULTURE: ANALYSE DES PROBLÈMES MAJEURS ET PERSPECTIVES

Résultats de l'Atelier sur la filière Aviculture -Colloque National sur les : Micro, Petites et Moyennes Entreprises de Transformation des produits agricoles - 12 mai 2007

Les tableaux suivants résument les discussions animées de l'atelier de travail sur la filière Aviculture et représentent la synthèse des résultats des travaux réalisés dans le colloque sur l'aviculture tenu les 2007 à Pétion-Ville à l'hôtel El Rancho et finalisé au Colloque National.

Rapporteur : Adley Robert

PROBLÈME I : Trop de produits avicoles sont importés dans le pays.	
Causes	Ouverture totale du marché haïtien à l'importation – Faible production avicole nationale.
Conséquences	Le secteur avicole est sous-développé et en compétition déloyale avec les produits importés.
Solutions	Organiser les acteurs de la filière Sensibiliser les consommateurs Renforcement du contrôle de l'Etat sur l'importation et la distribution des produits importés (contrôle de la qualité) Concevoir une stratégie de commercialisation plus adaptée à la situation
Stratégies	Renforcement institutionnel de l'AHPEL Rendre les producteurs plus compétitifs Réaliser une étude sur les alternatives de commercialisation

PROBLÈME II : Les prix des intrants de l'élevage avicoles sont trop élevés.	
Causes	
Conséquences	Les coûts de production sont élevés par rapport à ceux de l'international.
Solutions	Importation en gros Encourager la production céréalière locales
Stratégies	Recherche de financement pour l'importation et le stockage en gros

PROBLÈME III : Inexistence de financement dans la filière.	
Causes	Inexistence de banque de crédit agricole
Conséquences	Manque de compétitivité
Solutions	Capoter des fonds pour investir dans la filière.
Stratégies	Informers les financeurs sur les opportunités qu'offre la filière

PROBLÈME IV : Inexistence d'un plan national pour le développement de la filière et d'infrastructure de production.	
Causes	La production avicole montre une tendance à la baisse – Les produits se vendent difficilement.

Conséquences	Découragement des acteurs
Solutions	Créer une commission de surveillance pour assurer l'exécution de la planification de la filière
Stratégies	Renforcement institutionnel de l'AHPEL

PROBLÈME V : Les produits de l'aviculture ne sont pas transformés en d'autres produits de consommation.	
Causes	Inexistence de logistique de transformation pour l'aviculture – Pas d'abattoir pour les poulets.
Conséquences	Manque de compétitivité
Solutions	Réouverture d'un abattoir moderne
Stratégies	Réaliser une étude de faisabilité pour le réouverture d'un abattoir moderne
Objectif général de la filière Aviculture	Atteindre dans les 5 prochaines années le niveau de production des années 80
Étapes	Sensibilisation des acteurs, financeurs et des consommateurs Renforcement institutionnel de l'AHPEL Renforcement des organisations régionales d'éleveurs Réalisation d'étude de faisabilité

4.2.9 ATELIER INTERFILIÈRE

Question 1: Juger de la nécessité d'organisation entre les filières ?

Cet atelier a plaidé en faveur d'une organisation inter filière.

Question 2 : Indiquer le mode d'organisation.

L'organisation en question serait une plate-forme où toutes les filières agricoles seraient représentées.

Question 3 : Préciser les étapes à franchir pour monter cette organisation inter filière.

Chaque filière devrait s'organiser pour mandater au moins deux délégués à la plate forme.

Question 4 : Définir la mission de l'organisation.

- Faire le suivi du Colloque national
- Suivre les progrès réalisés dans chaque filière dans la résolution des problèmes analysés aux colloques.
- Appuyer la structuration de l'organisation des ateliers de transformation de chaque filière sur les modèles de Lèt Agogo, de INCAH, de ANATRAF etc.

5 Clôture du Colloque national

5.1 Propos du Directeur de VETERIMED, Docteur Michel Chancy

Chers participants,

Après tout ce travail, je ne vais pas abuser de votre patience et je serai bref.
Je tiens à remercier sincèrement toutes les délégations formées d'entrepreneurs venus des 4 coins du pays et qui avaient été choisis lors des colloques régionaux.

Je tiens à féliciter et à remercier spécialement les délégués et qui ont bien voulu apporter leur participation à la réalisation du colloque: spécialement : Jean Fritz Chéry de Jérémie, Fritz Joseph de Limonade, Ogisna Journal de Beaumont, Édouard Aimable de Saint Marc, Lucsen Eltiné de Port-de-Paix, Rebecca Jean Pierre de Saint Michel de l'Attalaye, Lucile Lespérance des Cayes, Jean Augustin Bourdeau de Bonbon, qui ont exposé la situation générale des filières du Colloque

Un remerciement spécial au PRIMA qui nous fait confiance en acceptant et en finançant ce projet

Remerciement spécial :

- Aux institutions et leurs membres du Comité de Pilotage
- Aux sponsors de la foire
- Aux cadres de VETERIMED
- Aux consultants et consultantes

Frantzie Dubois, Chéry Jean-Mary Robert, Rock André, Françoise Baptiste, Jacques Dumarsais (pour la réalisation de la foire à l'extérieur)

- A Agropresse, nouvelle structure de communication spécialisée dans le secteur agricole qui a fait ses débuts avec ces colloques
- Au Group Croissance
- Aux personnes ressources qui nous ont aidés dans les colloques régionaux et national les agronomes Gary Bourdeau et Yvrose Joseph

Les résultats de ces débats seront consignés, diffusés et feront l'objet de recommandations et d'idées de projet qui seront transmises aux bailleurs de fonds.

Donc, cette étape n'est qu'un début, nous allons continuer tous ensemble, je l'espère, le travail de renforcement du secteur agricole et des MPME de l'agro transformation.

Merci à tous

5.2 Discours du représentant du Premier Ministre Jacques-Edouard Alexis

Monsieur le Directeur de VETERIMED,

Mesdames et Messieurs les Délégué (e) s des entreprises de transformation et des Associations de producteurs et productrices agricoles,

Monsieur le Représentant de PRIMA,

Mesdames et Messieurs les Représentant (e) s du secteur agro-industriel,

Mesdames et Messieurs,

Je remercie la Direction du VETERIMED de l'invitation qu'elle m'a faite à prononcer le discours de clôture des travaux du Colloque National sur la problématique des Micro, Petites et Moyennes Entreprises de transformation de produits agricoles. Malheureusement, mon emploi du temps ne m'a pas permis de prendre les dispositions pour être présent à la réunion de clôture travaux du Colloque en ce 12 mai.

Cependant, j'ai pensé profiter de l'occasion que vous m'avez offerte de partager avec vous quelques-unes de mes réflexions générales sur l'agriculture haïtienne dans le contexte de la concurrence mondiale.

Jamais l'agriculture haïtienne n'a eu à sa portée, comme aujourd'hui, autant d'opportunités à se transformer et à élever les niveaux de ses contributions à l'économie nationale. Le véritable défi à l'agriculture haïtienne est de savoir de quelles manières elle va tirer profit de toute la palette de possibilités qu'elle a en face d'elle, pour devenir et s'imposer comme la principale source de richesse nationale au bénéfice de tous les Haïtiens sans exclusive. C'est à forger et à mettre en œuvre des stratégies innovantes et inclusives en agriculture que mon Gouvernement est impliqué, avec la participation de tous les secteurs de la société haïtienne.

Nous avons été habitués à regarder l'agriculture haïtienne avec des prismes qui tirent le présent vers le passé, alors que le contexte de mondialisation commande que le vecteur de notre regard collectif de peuple prenne la direction d'aujourd'hui vers demain. Au lieu de placer notre confiance dans l'avenir, nous continuons de nous bercer dans la nostalgie du passé. Au lieu de saluer la possibilité de devenir ce que nous voulons, nous passons notre temps à regretter l'impossibilité de revenir aux temps du bonheur vivrier. Cependant, les chances pour une nouvelle agriculture haïtienne sont là, objectivement, devant nous. A nous de savoir les saisir pour changer et améliorer les conditions de vie de la majorité des Haïtiens.

Pour cela, il faut une véritable réforme de la pensée agricole haïtienne. D'autres pays dans notre région, qui ont, comme le nôtre, subi les rudes assauts et les impacts négatifs des politiques d'ajustement structurel ou qui ont porté les lourds fardeaux de la dette, sont en train de corriger leur vision de l'agriculture et d'y apporter, non sans succès, les adaptations nécessaires. Nous sommes capables d'en faire autant, et nous devons en faire autant. Nous devrions nous être déjà mis en route.

Permettez-moi de partager avec vous quelques pans saillants de la vision du Gouvernement de la nouvelle agriculture haïtienne. Aujourd'hui, l'agriculture haïtienne, si elle veut être

compétitive, efficace et efficiente, ne peut ni se penser, ni prendre son large, ni se piloter sans inscrire dans ses équations de transformation les variables de l'économie et de l'agriculture dans la région caribéenne en général, et en République dominicaine, en particulier. Il y a bien longtemps, comme vous le savez, que notre voisin à l'est a compris que l'on ne peut avoir deux agricultures différentes sur une même île, somme toute, aussi étendue que quelques 75 mille kilomètres carrés. Sinon, on s'expose à des risques environnementaux, économiques et sociaux majeurs. Sans hésitation aucune, c'est une agriculture à portée insulaire et internationale qu'Haïti doit lancer aujourd'hui.

Aujourd'hui également, il nous faut aussi inverser nos perspectives habituelles. Ne parlons plus des faiblesses de notre agriculture ou des menaces auxquelles elle fait face. L'agriculture haïtienne, dans le contexte de la mondialisation, n'a que des forces et des opportunités qu'elle devrait avoir déjà mises en mouvement vers son développement durable. Comment ? Rappelez-vous qu'à la question de savoir comment la connaissance scientifique opère sa croissance, le penseur Paul Feyerabend avait répondu par son « Tout est bon ». A notre question actuelle de savoir comment l'économie et l'agriculture haïtiennes peuvent opérer leur croissance, la réponse du Gouvernement est « Tout est bon », même l'organisation de ce Colloque qui doit déboucher, à terme, sur l'amélioration de la compétitivité de nos micro, petites et moyennes entreprises agro-industrielles.

« Tout est bon », car avec les avancées de la libéralisation des échanges d'une part, et des technologies de l'information et de la communication d'autre part, les notions de forces et faiblesses, d'opportunités et de contraintes se relativisent de plus en plus vite. Elles peuvent s'inverser ou s'incurver dans des directions imprévisibles. Si certains changements de direction peuvent mettre à mal la mise en œuvre des programmes gouvernementaux de croissance économique et de développement durable, d'autres par contre, peuvent s'avérer de véritables mannes tombées du ciel de la mondialisation. Dans cette ligne de pensée, laissez-moi prendre le Jatropa, notre « Medsiyin beni », comme un modèle exemplaire du « Tout est bon ». Avec cette plante, les notions corrélatives de zones marginales et de pauvreté s'inversent et deviennent désormais des notions de lieu de déploiement d'une filière fédératrice, et par conséquent porteuse de richesse, respectivement. Voici quelques-unes des possibilités nouvelles qu'ouvre le médiciner béni:

- Diversification des sources de revenus en milieu rural ;
- Regroupement des populations rurales sur les terres impropres à la production alimentaire, mais convenables à la production du Jatropa;
- Financement du milieu rural autour de petites entreprises rurales de fabrication d'huile végétale carburant, de savon et d'engrais organique pour la bio-agriculture ;
- Réaménagement du capital foncier sur les terres de l'Etat;
- Conservation des ressources naturelles.

Mesdames et Messieurs,

Voilà un exemple de la nouvelle agriculture à l'avancée de laquelle travaille mon Gouvernement avec la participation de tous les secteurs de la société haïtienne et avec l'appui de la coopération externe : une agriculture de filières fédératrices de toutes les capacités physiques, humaines, techniques et institutionnelles, et, en conséquence, porteuses de richesses pour la nation.

Ainsi donc, et dans le contexte de la réforme de la pensée agricole haïtienne, chaque végétal, chaque animal, chaque minéral, chaque coin de la terre ou du littoral haïtiens,

chaque plissement de morne, chaque savoir et savoir-faire, etc. peut un jour faire la différence. Ne l'oublions jamais : La demande mondiale de biens et de services est une demande de différences. Il nous faut, en conséquence, faire la différence. Pour cela, il nous faut nous livrer à un travail quotidien d'inventaire, de caractérisation et de conservation de notre « potentiel de différences » en vue de sa valorisation immédiate ou future. Ce changement de posture vaut pour nos filières lait, café, vivres, tubercules, fruits, pêche, céréales, canne à sucre, et volailles, autour desquelles ce Colloque vient d'être organisé.

Mesdames et Messieurs les Délégué (e) s
des entreprises de transformation
et des Associations de producteurs
et productrices agricoles,

La première étape de vos travaux tire à sa fin. Je sais que ce ne sont pas seulement des problèmes que vous avez identifiés, mais encore et surtout des solutions que vous n'avez pas encore appliquées. La fenêtre d'opportunités d'affaires dans la nouvelle agriculture est encore grande ouverte. Mais, dans le contexte de la mondialisation des échanges, vous n'êtes pas les seuls compétiteurs et les seules compétitrices. Vous devez inventer chaque jour des plans d'affaires qui gagnent. Et, les plans d'affaires qui gagnent, sont ceux qui tiendront la route après cette magnifique /exposition que vous venez de réaliser. Le Gouvernement vous présente ses compliments et vous réitère sa volonté d'appuyer les initiatives que vous aurez vous-mêmes prises.

Pour terminer, je félicite à nouveau le VETERIMED d'avoir organisé ce Colloque.

Je souhaite un retour chez eux et une bonne fin de semaine aux participants qui sont venus des régions !

Bonne fin de semaine également à toutes celles et tous ceux qui resteront à Port-au-Prince !

Je vous remercie de votre attention !

6 Annexes

Annexe 1 : Listes des participantes et participants

Annexe 2 : liste des membres des ateliers de travail du Colloque National

Annexe 3 : Agenda du Colloque National

Annexe 4 : Analyse de la problématique des filières réalisée dans les colloques régionaux et stratégies de mise en œuvre des solutions envisagées.

Annexe 5 : Liste des participantes et participants aux colloques régionaux.

Annexe 6 : Versions créoles des textes sur la situation générale dans les filières présentés au Colloque National.

Annexe 7 : CD audio-vidéo des exposés sur PowerPoint

Annexe 1 : Listes des participantes et participants

(Liste manuscrite disponible à VETERIMED)

Annexe 2 : liste des membres des ateliers de travail du Colloque National

Atelier Café	Zone	Atelier Lait	Zone
Nadège Cadet Ogisna Journal Jean Ganel Cadette Paulin Gilbert Gonzales Augustin Saint Villien Ruddy Barreau Ludovic Anglade Nerigeat Valéus Emmanuel Jules Carrice Bladimir Gabriele Lo Monaco Accompagnateur: Roosevelt Saint-Dic	Camp-Perrin Beaumont Beaumont Mont-Organisé Port-au-Prince Beaumont Port-au-Prince Port-au-Prince Kenskoff Port-au-Prince Port-au-Prince Port-au-Prince Port-au-Prince	Philippe Mathieu Clersaint Quesnel Rosner Gédéon Carlo Pia Alfred Chélaire Joseph Fritz Accompagnateur : Jean Schilet Cime	OXFAM VETERIMED ETLS Cayes KOZEPAM VETERIMED VETERIMED APWOLIM
Atelier Canne	Zone	Atelier Fruit	Zone
Justin Marc Dacéus Rose Ernie Bélizaire Ramino Noël Lauxima Norino Rebecca Jean-Pierre Johnny Emmanuel Eddy Montrose Philippe Béthanie Éliady Dérilus Accompagnatrice : Yvrose Joseph	Saint-Michel Barradères Hinche Thomonde Saint Michel Maïssade Léogâne Barradères Saint Michel Port-au-Prince	Martine Naissant Mousson Finnigan Céus Nisson Jean M. Buteau Pierre Roussel Chaperien Jean-Fritz Chéry Mykerlange Balmir Josette Turnier Jean Quesnel Jean-Charles Charitable Louis Philippe Eddy Montrose Ismélie Dorval Guerda Saint Jean Rock André Dieugrand Jean-Baptiste Eliassaint Magloire Gladys Dampaix Jean-Jacques Bontemps Accompagnatrice : Françoise Baptiste	Cavaillon Camp-Perrin Port-au-Prince Port-au-Prince Cayes Jérémie Port-au-Prince Port-au-Prince Léogâne Beaumont Grande Rivière du Nord Port-au-Prince Hinche Camp-Perrin Hinche Gressier Port-au-Prince

Annexe 3 : Agenda du Colloque National

Colloque National sur la Problématique des MPME de Transformation
des Produits Agricoles

Programme
Journée 1

Heure	Activités pour les personnes invitées au Colloque (Grande salle)	Activités grand public (jardin)
8:30	Inscription des participants et des participantes	
9:00	Présentation du Colloque	
9:10	Propos de PRIMA	
9:20	Allocution de la Ministre Maggy Durcé	
9:30	Discours d'ouverture par le Ministre François Severin	
9:45	Pause café	
10:15	Présentation situation générale de la filière Café	
11:45	Présentation situation générale de la filière Lait	
12:15	Présentation situation générale de la filière Canne à sucre	
12:45	Présentation situation générale de la filière Fruits	
1:15	Dîner	
2:00	Présentation situation générale de la filière Aviculture	
2:30	Présentation situation générale de la filière Céréales	Foire - Exposition de produits des filières
3:00	Présentation situation générale de la filière Pêche	
3:20	Présentation situation générale de la filière Vivres et tubercules	
3:40	Présentation du Fonds MPME de la BID	
4:00	Les Fonds MPME de SOFHIDES	
4:15	Les Fonds MPME du projet KATA	
4:30	Fin de la première journée	
5:00		Fermeture

Journée 2

Heure	Activités pour les personnes invitées au Colloque (Grande salle)	Activités grand public (Jardin et Salle restaurant)
8:30	Inscription des participants et des participantes	
8:45	Constitution des ateliers	
9:00	Atelier de synthèse des colloques régionaux	
10:30	Pause café	
11:00	Plénière	
12:30	Discours de clôture du Colloque National par le Premier Ministre Jacques-Édouard Alexis	
1:00	Dîner	
5:00		Clôture de la foire

Annexe 4 : Analyse de la problématique des filières réalisée dans les colloques régionaux et stratégies de mise en œuvre des solutions envisagées.

Kòlòk nasyonal sou pwoblèm antrpwurz twansfòmasyon pwodwi agrikòl- VETREIMED / PRIMA

ANALYZ PWOBLÈM TWANSFÒMASYON NAN FILIYÈ YO NAN NÒ AK NÒDÈS

Analiz pwoblèm filyè kafe

Type de problèmes /mòd pwoblèm	Description /Detay	Cause/Kòz	Conséquences / Konsekans	Solisyon
Pa gen finansman nan filyè kafe a, pa genyen tou nan nivo kowoperativ yo ak nan rezo yo - Manke fon woulman	Pa gen fon woulman pou kowoperativ achte kafe- Pa gen lajan pou pepinyè - ni pou twanspòte kafe	Peyizan pa gen aksè labank - Enterè labank twò wo pou rezo -	Pwodiksyon kafe ap bese - Pwodiktè ap vann kafe a bay lòt achte san ristoun	Mande manm yo ogmante pa sosyal yo nan kowoperativ yo. Ede manm filyè a dirije yo yon kote yo kapab prete lajan ak yon enterè rezonab
Skolit ak lòt maladi	Pwodiksyon an diminye - Kalite a tou	Manke mwayen ekonomik ak fòmasyon pou fè lit kont eskolit, pou fè ramasaj, ratisaj, kontwòl limyè		Plis fòmasyon, plis vilgarizasyon sou eskolit - Èd leta, ONG elatriye pou goumen kont eskolit nan kafe.
Pri kafe a pa estab, pa gen transparans nan jesyon rezo yo		Achte a enpoze pri - Dola ameriken kap monte sou goud la -	Pwodiktè manke konfyans nan kowoperativ, nan rezo - Pwodiktè yo vann kafe a lòt kote - Mwayen ekonomik pwodiktè yo ap bese	Enfòmasyon sou negosiyasyon pri kafe a ant rezo kowoperativ ak achte entènasyonal yo dwe rive jwenn ti pwodiktè yo - Fòk gen reprezantan ti pwodiktè yo tou nan negosiyasyon pri kafe a.

Rezo yo anfyait		Rezo yo pa fonksyone anbonantrepriz	Kowoperativ yo ap fè bak, gran ekspotatè yo ap tounen - Kowoperativ yo ap pèdi ristoum	Rezo yo dwe mete anpil transparans nan jesyon yap fè epi mete lòd nan itilizasyon lajan yo genyen.
Leta pa gen yon plan pou filyè kafe a		Rezo yo manke volonte - Feblès leta - Manke kad nan zòn entèvansyon yo (kafe)	pwodiksyon kafe ap bese -	
Limonad - Okap ayisyen - avril 2007				

Kòlòk nasyonal sou pwoblèm antrpwz twansfòmasyon pwodwi agrikòl- VETREIMED / PRIMA				
ANALYZ PWOBLÈM TWANSFÒMASYON NAN FILIYÈ YO NAN NÒDWÈS AK LATIBONIT				
Analiz pwoblèm Viv ak tibèkil				
Pwoblèm filyè viv ak tibèkil	Kòz	Konsekans	Solisyon prese prese	Kout tèm
Pwoblèm mache	Manke òganizasyon ant moun kap pwodwi menm bagay	Pwodwi yo rete nan men nou	Ede nou jwenn mache nasyonal ak entènasyonal ak api leta ak ONG	
Materyèl yo pa ase epi yo pa anbon eta	Manke lajan, pa gen finansman, materyèl yo chè	Pwodiksyon an ap diminye - benefis yo ap diminye - pwodwi yo pa gen kalite	Ede nou ranfòse materyèl yo sa ki gen bon kalite - Sibvansyon sou materyèl yo	
Pa gen finansman	Pa gen finansman nan filyè a -	Manke anplwa - Pwodiksyon an bese	Jwenn lòt patnè pou yon kredi ki gen mechè to enterè	

	mikwokredi yo chè			
Konkirans ak bannann dominiken	Bannan nou an vin pa gen valè	Pwodiktè yo dekouraje - Agrikilti a ap bese	Pwomosyon pou pwodwi nasyonal - Ankadre pwodiktè - Mete yon asosyasyon dyanm - Leta dwe pran tou responsabilite l	Ministè komès dwe aji sou zafè bannann dominiken an
Pwoblèm lokal ak fòmasyon	Pa gen lajan - biznis la pa mache	Pwodwi yo pa de kalite - nou pa ka travay lè nou vle	Jwenn èd leta ak ONG ak mwayen pa nou pou jwenn lokal- jwenn lajan poun peye fòmètè	Veterimed dwe ede n jwenn api lòt patnè pou zafè materyèl ak konstwi lokal pou mete atelye twansfòmasyon yo.
BEZWEN	Òganizasyon Fanm an aksyon	Òganizasyon peyizan pou devlopman Rivyè Mancèl		
Rap	4	2		
Pèl	4			
Tab an mab	1	2		
Kivèt	2	3		
Panye	2			
Kouto	3			
Gwo chodyè	2			
Recho 3 plas	2			
Moulen manyòk		1		
Motè		1		
Tami		3		
Platin		2		
Sechwa		2		
Pilon		1		
Charyo		4		

Delko	1		
Moun ki pou Fòm nan jesyon antrepwiz	4	3	
ODVA avril 2007			

Kòlòk nasyonal sou pwoblèm antrepwiz twansfòmasyon pwodwi agrikòl- VETREIMED / PRIMA			
ANALYZ PWOBLÈM TWANSFÒMASYON NAN FILIYÈ YO NAN LWÈS AK PLATOSANTRAL			
Analiz pwoblèm filyè Kann			
Pwoblèm	Kòz	Konsekans	Solisyon
320000 mèt kib bwa oswa 32,500 pwe bwa chak ane pou chofe siwo	Pa gen lòt sous enèji	Debwasman -	Plante plis bwa chofaj ki pran vit tankou lesena -
	Bagas ki pwodwi nan tip moulen sa yo pa jann ase pou chofe siwo a	Ewozyon	Ankouraje itilizasyon bagas ak chodyè ki ka sèvi ak bagas kann
		Tè yo vinn pa fètil yo degrade	Ankouraje chanje chodyè ki gen plis kapasite pou yo chofe epi ki ka pran plis siwo tankou modèl peyi Kolonbi
Tout Kapasite ranman atelye yo pa itilize	Pa gen mwayen ekonomik ak kredi	Manke materyèl ak ekipman pou atelye yo bay tout ranman yo	Ankouraje tèt ansanm ant atelye yo pou yo jwenn fon pou achte materyèl pou yo jwenn ak pran ankadreman teknik ak finansyè pou yo ka tou pi byen kontwole mache a.
	Chodyè atelye vapè yo twò piti	Salè ouvriye twò piti epi yo paka touche	
	Moulen atelye ak bèf yo twò piti	Plis tan pèdi nan fabrikasyon pwodwi yo.	
	Pa gen ankadreman		
	Teknoloji pa avanse nan peyi		
	Pa gen tèt ansanm ant pwodikè -		

Transpò kann nan difisil anpil	Pa gen wout	Kann nan pèdi kantite sik li nan tan ki pase pou transpòte l.	Pou leta chèche mete wout agrikòl andedan peyi a
	Pa gen mwayen ekonomik pou itilize lòt mòd transpò	Rannman atelye fèb	Pou leta ak lòt enstitisyon yo mete sèvis kredi
		Kou pwodiksyon (lajan kap depanse) atelye yo ogmante	
		Defisi lajan	
Mache kleren an difisil	Pa gen tèt ansanm ant pwodiktè		Chache mache - regroipe distilatè yo pou kontwole pri pwodwi yo ak mache - kredi pou atelye yo ak pwodiktè kann
	Manke konesans		
Pa gen ijyèn nan fè rapadou	Pa gen mwayen ekonomik - Pa gen kredi agikòl	Bèf vann twò chè - pa gen vyann bèf - Manke pwodiksyon - moulen yo pa rantab	Chèche mache - Divèsifye pwodwi yo (alkòl sik wouj)
	Manke fòmasyon - manke mwayen ekonomik - manke volonte ak tèt ansanm	Kliyan yo pè yo pa fè pwodwi yo kanfyans	
Nivo fòmasyon moun kap jere atelye yo fèb	Twòp analfabèt - leta pa ankadre moun yo -	Pèt olye benefis	Fòmasyon an gesyon nan nivo pwopriyetè yo - Chèche finansman ONG ak leta epi kotizasyon atelye yo
Kòlòk nasyonal sou pwoblèm anterpwiz twansfòmasyon pwodwi agrikòl- VETREIMED / PRIMA			
ANALYZ PWOBLEM TWANSFOMASYON NAN FILIYE YO NAN LWÈS AK PLATOSANTRAL			
Analiz pwoblèm filyè Kann			
Estrateji pou monte òganizasyon filyè kann nan			
Sansibilizasyon ak motivasyon pwodiktè ak transfòmateur			
Reyinyon refleksyon pou wè nesessite pou mete tèt ansanm			
Apiye travay sa a sou òganizasyon ki deja egziste nan filyè kann nan tankou 2 asosyasyon ki nan Senmichèl yo			
Bi òganizasyon ki ta va monte a se ta pou òganize mache a ak fè rebwazman			

Senmichèl gen ton òganizasyon transfòmatè ki gen 45 men se 300 moulen ki genyen nan komin nan - Yo kòmanse plante bwa epi ak fè yon envantè sou kantite kawo tè ki pou ta rebwaze			
Gen yon asosyasyon kap mete kleren nan boutèy ak etikèt pou vann			
Yon sosyete pou komèsyalize kleren an ka monte tou			
Mibalè avril 2007			

Kòlòk nasyonal sou pwoblèm antrepwiz twansfòmasyon pwodwi agrikòl- VETREIMED / PRIMA				
ANALYZ PWOBLÈM TWANSFÒMASYON NAN FILIYÈ YO NAN Gran Sid				
Analiz pwoblèm filyè Lèt				
Type de problèm /mòd pwoblèm	Cause/Kòz	Conséquences / Konsekans	Solisyon	Estrateji
Manke mwayen lajan nan atelye yo	To enterè twò elve	Bès pwodiksyon	Tò enterè bank yo ak lowoperativ yo ta dwe pi ba	Kredi agrikòl
Anbalaj pa fasil epi yo chè	Pa gen izin fabrikasyon	Plis depans - mwens pwodiksyon	Konstriksyon izin fabrikasyon anbalaj	Inite ant twansfòmatè lèt bèf
Pa gen kamyon frizè pou transpòte lèt la	Pa gen lajan pou achte kamyon	Lèt gate souvan	Sibvansyon lajan ak materyèl	Jwenn enstitisyon ki gen enterè nan lèt
Manke manje pou bèf	Yo paka plante zèb ak pa gen dlo nan kannal yo	Bès pwodiksyon - bèf yo malad	Plis plantasyon zèb ak estokaj zèb pou bèf yo	Fè fòmasyon pou gadè bèf epi fè yo jwenn prè
Manke inite ant twansfòmatè lèt bèf	Manke asosiyasyon ant antrepriz yo	Pa gen relasyon yon ak lòt	Regwoupman ant twansfòmatè lèt bèf yo	Federasyon
Labòd me 2007				

Annexe 5 : Liste des participantes et participants aux colloques régionaux.

(Liste manuscrite disponible à VETERIMED)

Annexe 6 : Versions créoles des textes sur la situation générale dans les filières présentés au Colloque National.

Sitiyasyon pwodiksyon ak transfòmasyon lèt nan peyi Ayiti.

Bonjou,

Mwen se Fritz Joseph. Mwen se Kowòdonatè APWOLLIM, Asosyasyon Pwodiktè Lèt Limonad. Apwollim posede 40% aksyon Letri Limonad S. A., nan Peyi Dayiti.

Nan peyi d Ayiti, agrikilti rete pi gwo sektè aktivite ekonomik la.

Se Agrikilti a ki pwodui plis richès douvan kòmès, ak lèt aktivite yo.

Se sèl transfè lajan ayisyen ki lèt bò ki pwodui menm kantite richès ak agrikilti a.

Jan tout moun konnen l la, Agrikilti peyi a chita sou do ti peyizan yo.

Se agrikilti familial la (nou vle pale de fanmi peyizan yo, ti pwodiktè kap travay yon ti mouchwa tè ki pipiti pase yon kawo), ki pwodui plis pase 80% nan danre yo.

Pou elvaj la menm se pa pale, preske tout aktivite elvaj se nan men ti peyizan li ye, ki posede, pa ekzanp yon kochon, 4 - 5 kabrit, 5 - 10 poul ak yon bèf an mwayèn.

Malgre tout sa nou sot di la a, pwodiksyon agrikòl nasyonal la pèmèt satisfè sèlman 40% nan bezwen peyi a. Se manje etranje nou plis manje/

An nou gade koze lèt la.

Pèp Ayisyen an kwè nan lèt.

Ankèt ki fèt yo montre se prekse tout Ayisyen ki konsidere lèt tankou yon pwodui premye nesite : lèt bon pou ti moun piti yo, granmoun yo, medam ansent yo, espòtif yo.

Tout kategori moun sa yo sèvi ak lèt nan alimantasyon yo.

Sèlman se plis lèt etranje, lèt evapore epi lèt an poud, nou plis bwè.

Daprè sa etid yo montre, peyi a depanse plis pase 40 milyon dola ameriken chak lane pou fè rantrè lèt etranje. 40 milyon dola sa a egal 10% bidjè total Leta pou yon lane. Lèt se dezyèm pwodui enpòtasyon peyi Dayiti apre diri.

Lèt etranje vann pa vann bon mache. Yon lit lèt IHT vann pase 70 goud. Pou prepare yon lit lèt ak ti bwat lèt evapore wa p bezwen 2 ti bwat edmi pou 37 goud.

Gen bèf nan tout peyi a. Anpil machann lèt ap monte desann. Selon rejyon an, Lèt bèf peyi nou an vann 10 oubyen 15 goud. Sa vle di lèt bèf lokal pi bon mache pase lèt etranje.

Malgre tout sa nou di la a, se lèt ki soti lòt bò dlo popilasyon an bwè pi plis. Poukisa?

Eben, menm lè li pi chè, lèt etranje gen avantaj pal pou plizyè rezon sa yo :

1- Depi ou ta bezwen bwè lèt, a nenpòt kilè w ap jwenn achte yon ti bwat lèt etranje. Lèt bèf peyi se sèlman gran maten w ap jwenn li. Nan gran vil yo, ou pap jwenn li ditou.

2- Lèt etranje konsève fasil, alòske ou dwe bouyi lèt bèf peyi epitou li gate fasil

3-Lèt bèf toujou melanje ak dlo sa ki vin fè tou, konsomatè yo pa genyen okenn garanti pou sante yo.

Se pou tout rezon sa yo, lèt etranje a pran mache a nèt.

Peyi a nan yon sitiyasyon tèt chaje, paske kote nap pale a, peyi a, peyizan yo, posede kantite vach ki nesèsè pou ta pèmèt pwodui epi ranplase tout enpòtasyon lèt etranje.

Selon espesyalis yo, peyi a posede anviwon 450 000 a 700 000 manman bèf, ki nan laj pou fè pitit. Nan kondisyon elvaj la ye, san ou pa menm pote amelyorasyon, si chak manman bèf sa yo, ta fè pitit chak 2 zan (pa menm chak ane) epi yo ta bay 3 lit lèt chak jou pandan 6 mwa, eben nou t ap jwenn lèt pou ranplase tout enpòtasyon yo.

Poutèt gwo pwoblèm peyizan yo rankontre nan kesyon vann lèt bèf, eben pifò elvè yo dekouraje, yo pa tire bèf yo, lèt la rete nan manmèl la. Konsekans, tout ayisyen ap bwè lèt etranje. Lèt la se yon pwodi ki gate fasil, si elvè a pa jwenn yon kote pou vann li, san grate tèt, li pap ankouraje pwodui. Pou remembre pwodiksyon nasyonal la, Lèt la dwe transfòme pou li kapab konsève.

Soti nan lane 1986 rive nan lane 1998, tout kalte izin transfòmasyon lèt (tankou beri di sid, Lena, Danyen, Bob anwaz) te femen pòt yo pou pou divès rezon, tankou pwoblèm kouran elektrik, wout ak ensekirite.

Jounen jodi a, nan filyè lèt la nou jwenn:

- Pwodiktè yo, ki se ti peyizan,

espesyalis yo kwè se apèn 10 a 20% nan 450 000 manman bèf kap pwodui lèt. Selon FAO pwodiksyon nasyonal la ta anviwon 40 000 tòn metrik lèt, aloske enpòtasyon yo se 100 000 tòn metrik. Si yo te tire tout vach yo, pwodisyon an te ka monte 140 000 tòn metrik.

Nan filyè lèt la toujou nou jwenn plizyè kalte lòt moun ak ti antrepriz k ap fè transfòmasyon , tankou:

- ti machann k ap fè transfòmasyon atizanal, tankou machann lèt bouyi ak machann akasan. Yo konn sèvi ak 2 ou 3 galon lèt chak jou.
- Moun k ap fè cremas, dous lèt, tankou dous Makòs nan zòn tigwav (yon 30 ti atelye konsa ki yo chak konn sèvi ak 5 a 8 galon lèt chak jou) . Yo konn sèvi ak poud lèt tou, lè yo pa ka jwenn lèt bèf peyi ki konn ra.
- Moun ak enstitisyon k ap fè fwomaj fre ak bè tankou Mè Bero ak 2 ou 3 ti lòt ankò. Mè Bero yo sèvi ak 15 a 20 galon lèt cha jou.
- Moun ak antrepriz k pa fè yawout ak lèt esterilize, tankou EPDLS, ETLs, nan zòn Okay, ki sèvi ak 20 à 40 galon lèt chak jou
- Moun ak antrepriz k ap fè krèm, tankou krèm Caprice ak lòt ankò nan Tigwav, ki konn sèvi a pase 50 galon lèt chak jou.
- Rezo Nasyonal Lèt Agogo ki gen 12 letri, ki chita sou 7 depatman ki sèvi ak 600 galon lèt chak jou.

Nan prezantasyon sa a, n ap chita sou Rezo Nasyonal Lèt Agogo

Li se yon bèl ekzanp kote ti pwodiktè yo, fè tèt ansanm ak sektè prive ak teknisyen ONG yo, pou devlope yon pwodui Nasyonal.

Lèt Agogo a se yon ekzanp pou tout rejyon karayib ak amerik, kote li te ranpòte nan ane 2005 premye pri pwojè inovasyon sosyal, nan yon konkou sou 1600 pwojè ki te soti nan 35 peyi.

Lèt Agogo se non mak fabrik yon seri pwodui tanjou yawout ki se yon lèt kaye ak lèt bèf esterilize ki kapab konsève san refrijerasyon pandan plis pase 6 mwa rive 2 zan ak lòt pwodui ki fèt ak lèt.

Objektif pwogram nan se ede ti peyizan pwodiktè yo amelyore kalte kondisyon nan lavi yo. Lòt objektif ankò se òganize tout sektè lèt la.

Pwogram Lèt Agogo se mak fabrik VETERIMED, yon ONG ayisyen kap bay apwi pou devlopman dirab nan peyi Dayiti.

VETERIMED te kreye pa yon ekip pwofesyonèl,

enstitisyon sa a te mete kanpe plizyè kalte pwogram pou ede amelyore sistèm pwodiksyon familyal yo.

Se nan Limonad depatman Nò pwogram, Lèt Agogo a te pran nesans.

Ak pwojè a yo te mete kanpe yon atelye k ap transfòme lèt bèf peyi pou tounen yawout. Depi nan ouvèti antrepriz la sa te pral pèmèt ti pwodikèt yo jwenn yon amelyorasyon nan pri lèt la.

Antrepriz la te koumase mete pwodui sou mache nan ane 2002 a e li konn rive transfòme ak yon kantite 150 galon ki vle di 600 lit lèt chak jou.

Garanti kalite lèt la sete premye pa pou rive jwenn konfyans konsomatè yo ki deja abitye ak lèt ki soti nan peyi etranje.

Yo te genyen lòt gwo defi pou nou te leve, se mete kanpe epi fè fonksyone yon teknoloji ki adapte ak pakèt kondisyon difisil nap sibi nan peyi Dayiti, kote pa gen kouran elektrik.

Pwodikson yawout la ankouraje elvaj bèf nan peyi a

Depi yo te fin garanti yon debouche pou lèt bèf la sou teren an, elvè yo vin gen anpil enterè pou fè lòt amelyorasyon nan teknik elvaj yo, nan vaksinen bèt yo, plante zèb epi òganize tèt yo nan asosyasyon.

Amelyorasyon an koumanse nan plante zèb bon kalte sitou pou bèt yo jwenn manje nan epòk sechrès.

Améliorasyon nan dlo tou, nan fouye pi epi mete ponp sou sou.

Pwojè Lèt Agogo kore òganizasyon pwodikèt lèt yo

Pwojè a ankouraje mobilizasyon famm yo.

Pwojè mache ansanm ak elvè yo nan revandikasyon yo pou rive jwenn papye leta pou yo ta vin jwenn kouvèti lalwa pou legalize prezans yo sou tè, yo te deja okipe depi lontan. Pwoblèm nan poko fin rezoud men APWOLIM mobilize sou sa chak jou.

Se konsa, apre yo te fin mete kanpe 1^{er} letri Limonad la nan depatman Nò peyi a, lòt asosyasyon elvè, gwoup jèn ak lòt ONG koumase mobilize pou yon monte lòt letri nan lòt rejyon nan peyi a. Letri Lèt Agogo vin kòmanse gaye nan preske tout peyi Dayiti. Nouvo letri sa yo se pa VETERIMED ki mete yo. Se lòt asosyasyon ki resevwa fòmasyon nan men VETERIMED, men ki chache pwòp lajan pa yo pou mete kanpe letri pa yo.

Nan mwens pase 5 lane, lòt patnè sa yo kole tèt yo ansam, yo kreye epi yo fè fonksyone pwòp antrepiz transfòmasyon lèt bèf pa yo nan zòn lakay yo.

Kategori antrepriz sa yo se gwoup moun ki pran gwo risk ak lajan yo epi ti antreprenè sa yo te resevwa sèlman yon apwi teknik bò kote VETERIMED. Kounye a nou kapab di gen yon «rezo nasyonal letri Lèt Agogo » nan pratik ki se pi gwo gwoup antrepriz transfòmasyon lèt kap fonksyone nan peyi a epi k ap sèvi ak lèt bèf peyi a.

Pou kapab fè pati Rezo Lèt Agogo a, Tout patnè ki mèt yon letri nan rezo a dwe respekte kèk prensip ki byen defini sou papye.

- Angajman # 1 : Peyizan kap pwodwi lèt la dwe patisipe nan antrepriz transfòmasyon lèt la kòm « Asosye ».
- Apre sa, lòt angajman yo chita sou kèk prensip pou bon fonksyonman letri yo ak kèk lòt règleman sou preparasyon pwodui « Lèt Agogo » yo, jesyon ak, òganizasyon travay ak aplikasyon ijyèn.

Lè yon letri se manm rezo Lèt Agogo, li jwenn anpil avantaj. Paske tèt ansanm sa pèmèt nou rezoud anpil pwoblèm pou jwenn anbalaj, materyèl epi nan kòmasyalizasyon pwodui yo.

Lèt Agogo se yon gwo chenn solidarite ki mare yon pakèt patnè ki jwenn api nan men kèk oganizasyon entè nasyonal tou.

Yawout la, se premye pwodui Lèt Agogo. Se li ke fèt tout fòs pwogram nan. Men yawout la gen gwo pwoblèm ladan l tou. Li se yon pwodwi ki dwe konsève nan refrigeratè epi nou pa genyen kouran elektrik .

Konsa, nou itilize blòk glas, men se pa tout tan teknik sa a pèmèt nou fè benefis pou antrepriz la, sitou nan peryòd ri genyen anpil lèt bèf. Lè gen anpil lèt, se epòk lapli tonbe nan mwa me. Malerezman se nan peryòd sa a ki genyen anpil mang. Lè pèp la jwenn mang li pa bwè lèt. Apre epòk mang ou vin jwenn vakans nan lekòl yo. Lè gen vakans, ti moun yo pa bwè lèt menmjan non plis. Kifè lè gen anpil lèt, se moman sa a pèp la pa sou bwè lèt.

Se konsa Lèt Agogo te vin chache yon solisyon pou rezoud pwoblèm sa a.

Solisyon an se yon pwodwi ki kapab rete nan depo anpil tan san li pa bezwen konsève nan refrijeratè. Lèt bèf esteriize kapab konsève plis pase 6 mwa, rive menm 2 zan.

Nan letri Limonad la, ki se premye letri rezo a, plizyè “asosye ” mete tèt yo ansanm epi siyen yon “kontra” pou mete kanpe yon “antrepriz komèsyal” ki gen modèl “sosyete anonim” . Nan yon antrepriz konsa, chak asosye envesti yon valè lajan kòm aksyon pa li.

APWOLIM ki se asosyasyon pwodiktè lèt yo , se pi gwo aksyonè nan Letri Limonad la. Li gen 400 aksyon sou 1000 aksyon, sa reprezante 40%. Leri a foksyone ak yon konsey administrasyon ki reprezante aksyonè yo. Konsa peyizan pwodiktè lèt yo, non selman yo resevwa lajan nan vann lèt la chak jou, men yo resevwa lajan nan benefis antrepriz la tou. 40 % nan benefis yo vin jwen manm Apwolim yo.

Letri ki nan Rezo lèt Agogo a, se pi gwo gwoup antrepriz ki sèvi ak lèt bèf nan peyi a.

Lèt Agogo se yon gwo tèt ansanm ki pèmèt ti peyizan jwenn avantaj pa yo nan pwodiksyon ak transfòmasyon lèt la.

Lèt Agogo se yon kokenn ekzanp ki montre kouman tout ayisyen kapab pote kole nan devlopman nasyonal la.

Mèsi anpil

Filyè mayi

Nou jwenn 2 kalite aktè nan nan premye bout filyè mayi a, gen sa kap vann entran agrikòl yo epi gen akankadrè yo

Tankou Ministè lagrikilti, tankou ORE, Atelye lekòl Kanperen , tankou kowoperativ aitzan COPARS nan sid peyi a..

Enfomasyon nou genyen montre ke genyen 300 mil fanmi ki nan pwodiksyon mayi, Aloske *nan transfòmasyon ak komès mayi nou jwenn 10 mil moun. Nan peyi a, gen plis pase 5 milyon moun ki manje mayi sou yon fòm oswa sou yon lòt.*

Yo fe mayi anpil kote nan peyi a, nou jwenn plantasyon mayi nan *Mayisad*, nan zòn Ench ak Ba Plato santral. Nou jwenn plantasyon nan *zòn Jeremi nan zòn Sen Mak ak Zòn sèch* latibonit yo tankou (Bayonè, Machan Desalin, Plenn Gonayi elatriye. Gen mayi nan plenn Dikildesak, nan plenn Leyogàn, epi plenn Okay ki pi gwo Pwodiktè mayi nan peyi a.

Nan ki kantite tè yo plante mayi ??

Nou jwenn yo plante mayi sou 250 mil ekta tè oubyen 194 mil kawo tè. Nan Plenn Okay gen 24.000 ekta oubyen 18 mil kawo tè yo plante mayi swa sou kont lapli swa ak dlo irigasyon.

Ki Kantite mayi ki rekolte ?

Nan lane 2004 , peyi a rive pwodwi 240 mil tòn mayi. Men ladan yo gen 8 mil tòn ki gaspiye nan jan yo estoke l, ak nan lè yap moulen mayi a.

Kijan yo transfòme mayi

Nan peyi a yo transfome mayi diferant fason pou konsome l, yo fè Mayi moulen, yo fè farin mayi, Mayi boukannen AK100, AK1000, Chanmchanm mayi, Bougonnen mayi elatriye. Nan atizana yo sèvi ak pay epi ak bwa mayi a. Dechè ak grenn mayi sèvi pou bay bèt manje tankou bèf, poul.

Men nan lòt peyi etranje yo fè anpil anpil bagay ak mayi. Yo fè Siwo mayi pou konsome dirèk oswa pou sikre manje nan fabric. Gen yon kalite mayi ki dous ke yo manje kwit tou fre oswa ki te nan frizè. Yo mele mayi a ak lòt engredyan pou fè Lwil, lanmidon, espageti, bwason, alkòl endistriyèl. Yo fè tou Pat dantifris, pwodwi bote, ak lakòl.

Ak yon pwodwi ki rele Polymère mayi ki ranplase pwodwi petwòl, yo fè pwodwi anbalaj, rad, tapi. Yo itilize mayi anpil anpil pou manje bèt

Se 300 mil fanmi ki nan pwodiksyon mayi, 10% nan yo chita nan Plenn Okay. ORE gen 200 nan fanmi sa yo ki nan rezo l la.

Enpòtasyon ak ekspòtasyon mayi

Gen 18 mil tòn mayi ki soti nan peyi etranje pou rantre nan peyi Dayiti. Nan yo, 12 mil tòn ki soti nan Repiblik Dominikèn. Mayi sa yo rantre nan fason ofisyèl ak nan kontrebann andedan peyi a. Lòt 6 mil tòn nan soti nan peyi Etazini. Peyi Dayiti voye vann an Dominkani yon kantite 6 mil Tòn mayi konsa.

Ki kantite mayi ki Konsome andedan peyi a

60 pousan pwodiksyon mayi a se pwodiktè yo menm ki manje l. 15 pousan pase nan prepare Ak-100, nan manje bèt, nan fè mayi boukannen. Yo moulen 40 mil tòn mayi pou yo jwenn 28 mil tòn mayi moulen ak 11 mil tòn farin ak manje pou bèt. 4 mil Tòn sevi kom Semans(plan mayi).

Atelye oswa izin kap transfòme mayi

Genyen 6 mil moulen kap transfòme mayi nan tout peyi a. 200 nan yo konsa gen kapasite pou transfòme pou pi piti senksan al pou mil kilo mayi chak jou. Moulen sa yo tou kapab separe mayi moulen de farin mayi a poukont li.

Atelye transfòmasyon mayi nan Okay

Nan sid la genyen 2 kalite moulen, gen moulen ak kouran ki nan zòn sòti So Matirin anpasan pa kanperen pou rive Okay. Gen lòt moulen yo se plis ak motè gaz yo sèvi. Moulen sa yo ka travay jiska dizwuitèd tan chak jou.

Kalite pwodwi atelye yo bay

Nan jan moulen yo moulen mayi a li pa pèmèt ke divès pwodwi yo bye separe. Mayi moulen an gen jèm ak pay mayi ladan l. Swa mayi a twò fen swa grenn yo twò gwo. Mayi moulen an kònn gen twòp farin, lò l kwit li ka twò pat. Fòk nou di tou mayi a pa vini menm jan chak sezon. Pa exanp, grenn mayi moulen Sen Mak la chanje chak sezon.

Pwoblèm atelye mayi yo

Se sou Pri mayi etranje a yo fikse pri mayi peyi a

Se Madan Sara ki travay ak gwo kòmesan yo ki gen kontwòl gwo mache lokal yo donk se yo defini pri mayi lokal la.

Yo pa bay mayi a valè l tout bon vre :

Jiska prezan pa gen akonpayman ki bay pou ta transfome mayi pou fè lòt kalite pwodwi epi ayisyen nan vil prefere manje mayi etranje a.

Filyè mayi pa preske jwenn api nan men leta

Sou zafè ladwan n yo pa mete taks sou Mayi etranje kap rantre nan peyi a. Pou rantre plan mayi oubyen semans mayi etranje wap peye 15 pousan taks.

Sa ki klè, si mayi pèpè kontinye antre konsa nan peyi a nou riske wè kilti mayi a disparèt an Ayiti.

Kisa nou dwe fè ?

Nou dwe travay pou amelyore kalite mayi a pou diminye prezans mayi ak farin pèpè ki vle ranplase mayi lakay nou an.

Mèsi anpil

PREZANTASYON SEKTE LAPECH

Peyi Dayiti gen environ 1700 km kot. Pou departman Grandans lan, soti Pestel pou rive Ziwa nou genyen 186 km kot ki reprezante 11%.

Selon yon etid FAO te fè nan lane 1985, Departman Grandans lan reprezante zòn ki pi pwodiktif nan zafé Lapèch nan peyi-a.

Nan tout peyi-a gen environ 25 à 30000 pechè. Pechè Grandans yo reprezante 20 à 25% kantite pechè ki gen nan tout peyi-a. La Grandans gen 9 komin sou 12 ki sitiye bó lanme. Nou jwenn nan zòn sila yo 12 Asosyasyon pechè ki te kanpe nan 2zyèm mwatye lane 1990 yo sou inisyativ biwo La Presidans Preval ak Koperasyon kibèn. 3 nan 12 Asosyasyon sa yo se referans nan koze oganizasyon nan filye lapech :

- 1- AMPAH (Anzdeno)
- 2- APLB (Bonbon)
- 3- APA (Zabriko)

Oganizasyon sa yo ap travay pou yo regroupe tèt yo an rezo depi fen lane 2006.

Nou rankontre menm mouvman san an Lakot Sid peyi-a a pati echanj k'ap fèt ant Departman Sid ak Grandans sou zafé Lapèch.

SOUTYEN FINANSYE.-

- Nan lane 1982 pou rive 1990, te gen 2 pwojè nan komin Dammari ak Ansdeno ki te finanse pa FAO/PNUD nan lide pou valorize pech atizanal la epi inisyè pechè yo sou koze pèch sou DCP.
- Nan lane 1997, Minis Lagrikilti ak PADI te reyalize yon pwojè pou yo te kapab mete kanpe plizyè boutik entran pèch ak vant motè (15cv) nan pri sibvansyone (50%).

- Nan lane 2000 – 2007 PDR/UE – Leta nan peyi Dayiti (DDA-G'A) vin ranfòse sektè lapèch nan reyalize divès kalite aksyon tankou :

- ✓ Enstale yon rezo 30 DCP sou tout kót Grandans
- ✓ Fòme 500 pechè ki kap moute ak enstale DCP epi al peche sou yo.
- ✓ Konstwi yon fabrik pou fè Bato an Fib Ver, epi sibvansyone Bato sila a 70% ak posibilite kredi nan kès popilè pou rès 30% an.
- ✓ Fòme machann sou konsèvasyon ak transfòmasyon pwason.
- ✓ Mete an plas 4 Boutik k'ap vann materyèl pèch.
- ✓ Fòme machann ak pechè sou jesyon aktivite yo.

Konstui yon chanm fwad pilot nan Gomye

KOMÈS PWASON-

Après tout investisman say o nan sektè-a, nou te konstate yon ogmantasyon nan kantite gwo pwason pechè sou tout kót Grandans te rive kenbe. Pa egzanp, nan zòn Bonbon, pou sèlman pech DCP, pechè Bonbon te rive kenbe plis pase 500 gwo pwason tankou Balawou, Dorad, Ton... ki te evalye a 1, 399, 150 goud.

Pou lane 2007, soti Fevriye pou rive Avril pechè yo kenbe nan debi pèch Granfon (pèch kanal) : 16 Balawou, 18 ton, 115 Dorad, 118 Taza ki estime a 153,390 goud.

Tout pwason sa yo te rive vann sou mache lokal ak Jeremie. Lavant pwason nan Grandans depann de kalite pwason :

- Pwason frè vann sou mache loka lak jeremi
- Pwason sèch vann sou mache lokal, Jeremie ak Pótopens.

Nan zòn Anzdano, Dammari ak Ziwa, gen Ajans ak konpayi ki konn achte pwason frè.

DIFIKILTE AK PWOBLEM-

- 1- Feblès enstitisyonèl : sèvis pèch la pa fonksyonèl, li pa reprezante nan komin ki sitiye bó lanmè yo.
- 2- Manke enfrastrikti ak sèvis (wout, elektrisite, kredi)
- 3- Nivo ekonomik pechè yo ba anpil (fèb)

- 4- Machann pa gen mwayen pou yo seche ak konsève pwason.
- 5- Kondisyon anviwónman pa favorab : Lè lapli tonbe li pote tè ak lót dechè ki detwi nich pwason.
- 6- Plato kontinantal la ak eksplwate twóp akòz manke ekipman.
- 7- Bato entènasyonal k'ap koupe DCP ki koute chè anpil (2000 – 3000 dola).

FOS SEKTE PECH LA-

- 1- Resous kanal nou yo (Fon Marin) pa eksplwate prèske.
- 2- Nou pa eksplwate ase lót espès tankou krab ak krevèt ki sitiye nan Bè yo.
- 3- Valorize gwo pwason tankou Balawou, Ton, Dorad ki rechèche anpil sou mache entènasyonal epi ki klase 2zyèm kategori nan peyi Dayiti.
- 4- Kèk investisman ki deja fè nan filyè pèch la
 - DCP
 - Fómasyon
 - Oganizasyon ak Rezo

Pou nou fini, entèvansyon sou filyè-a ta dwe priyòriz 3 bagay sa yo :

- 1- Amelyore kapasite pechè yo pou yo kapab pran plis pwason nan pèch kanal (materyèl, ekipman ak DCP)
- 2- Amelyore kapasite konsèvasyon ak transfómasyon pwodwi yo peche yo (chanb fwad, glasyè...)
- 3- Chèche débouche pou vann gwo pwason yo ak kredi pou machann ak pechè.

Gary BOURDEAU
Resp. Rezo pou PDR-
Grandans

Annexe 7 : CD audio-vidéo des exposés sur PowerPoint

(CD disponible à VETERIMED)